L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE B.P. 365 75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE JEUDI 13 JUIN 1974 N°234

Préparer la Révolution prolétarienne et se préparer en prévision d'une guerre, c'est expliquer sans relâche :

LA PRETENDUE "GAUCHE" C'EST LA PIRE REACTION !

Voici maintenant plusieurs mois que nous avons dans l'« Humanité rouge » insisté sur le danger de guerre provoqué par la rivalité des deux super-puissances en particulier en Europe, point de leur rivalité. Trop nombreux sont encore ceux non seulement dans notre peuple maismême dans les rangs marxistes-léninistes qui sous-estiment ce danger et en particulier le principal danger, le danger d'agression du social-impérialisme soviétique. Un aspect de cette sous-estimation se reflète dans la séparation nette trop souvent établie entre situation intérieure et situation internationale.

A l'époque caractérisée par Lénine comme celle de l'« impérialisme et de la révolution prolétarienne » le contexte politique intérieur est indissolublement lié au contexte extérieur et la révolution prolétarienne et l'indépendance nationale se conditionnent mutuellement. Cette vérité est chaque jour plus importante car chaque jour la dispute entre les super-puissances est plus intense, chaque jour qui passe nous conduit à la guerre, soit que celle-ci éclate entre les deux super-puissances, soit que le peuple se dresse dans la révolution.

Les deux super-puissances sont condamnées. Déjà l'impérialisme américain est comme le soleil couchant et le social-impérialisme soviétique nourrit des ambitions démesurées par rapport à ses forces.

Cependant les conditions de la défaite la plus rapide possible de ces deux super-criminels, c'est à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat qu'il appartient de les créer. Comment ?

Le capitalisme monopoliste dans notre pays comme dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest est en proie à une crise grave et touche à tous les domaines.

Cette crise se traduit notamment par un nouvel essor du mouvemnent ouvrier et du mouvement revendicatif des masses laborieuses et le nombre de ceux qui veulent la révolution ne cesse d'augmenter.

Cette crise se traduit également par une crise politique **au sein** de la bourgeoisie : les récentes élections ont témoigné de la division qui règne dans la classe dominante. Deux solutions étaient en présence : d'une part Mitterrand capable d'assurer « la paix sociale » grâce à l'ampleur des illusions organisées par les dirigeants révisionnistes du P.C.F., mais cette solution comportait en contre-partie des concessions aux deux super-puissances en particulier à l'U.R.S.S. ; d'autre part Giscard d'Estaing capable de « relancer » l'Europe et de créer des illusions de « changement ». En réalité les capacités de Giscard à créer une telle illusion sont faibles et d'ores et déjà les mesures qualifiées de « libérales » telle la suppression des écoutes téléphoniques (pas pour les révolutionnaires) apparaissent largement pour de la poudre aux yeux pour faire passer la pilule de « l'austérité ».

Par contre de l'autre côté, du côté de la « gauche » la vaste mystification entreprise à l'occasion des présidentielles n'est pas achevée. On assiste actuellement à une réorganisation de ce courant ultra-réactionnaire qui vise au sauvetage et au renforcement monopoliste d'Etat et à la collaboration avec l'U.R.S.S. Des deux pôles de cette gauche d'ores et déjà c'est le Parti socialiste qui a acquis la direction grâce à l'unanimité autour de Mitterrand. Actuellement ce parti réactionnaire ravalé avec l'appui de Georges Marchais procède à une vaste campagne d'adhésion, s'apprête à intégrer le P.S.U. et dispose de l'appui de certains dirigeants syndicaux.

De son côté le parti des révisionnistes français cherche à exploiter le résultat des élections en organisant une campagne exceptionnelle d'adhésions lui aussi tout en reconnaissant la suprématie du Parti socialiste destiné à leur servir de marche-pied pour accéder au gouvernement.

Le danger représenté par cette fausse gauche tant du point de vue de la révolution que de l'indépendance nationale fait d'elle la pire solution à la crise de la bourgeoisie. C'est pourquoi les marxistes-léninistes doivent poursuivre et intensifier le combat contre les révisionnistes modernes, cinquième colonne du social-impérialisme soviétique, poursuivre et intensifier la démystification de la prétendue « gauche » et des diverses sectes trotskystes qui gravitent autour d'elle.

C'est cela aujourd'hui préparer la révolution prolétarienne, c'est cela se préparer en prévision d'une guerre.

Sans éducation des masses sur cette question **partout** où militent les marxistes-léninistes, sans cette lutte acharnée contre le révisionnisme moderne, la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme est une phrase creuse. A cet égard la lutte n'est d'ailleurs pas simplement à mener au niveau de l'agitation propagande mais doit se refléter également au niveau de la préparation organisationnelle.

Par exemple il faut considérer comme de graves crimes contre notre peuple la vaste propagande actuelle soit-disant anti-militariste et pacifiste, qui couvre les visées agressives de la super-puissance soviétique en désarmant les peuples de l'Europe de l'Ouest tandis que les deux super-puissances leur mettent le couteau sous la gorge.

Notre peuple doit-il demeurer les bras croisés et accepter la botte social-fascistes des nouveaux tsars et de leurs agents directs en France, ou doit-il se préparer sur tous les plans ? C'est là une question très grave que tous les révolutionnaires doivent méditer.

Au sommaire de ce numéro

- **Le XIe congrès de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises s'est tenu avec succès.** p. 2
- **L'accord syro-israélien ou l'ingérence des deux super-puissances.** p. 6
- **Palestine (lettre et photos envoyées par l'OLP).** p. 7
- **Albanie : Vive la dictature du prolétariat !** p. 9
- **Le 3e tour de « l'union » de la « gauche ».** p. 11
- **Il est urgent de combattre la menace social-impérialiste en Europe.** p. 12

Le XIe congrès de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises s'est tenu avec succès

Cent vingt délégués, plus de soixante comités représentés, une centaine d'adhérents, observateurs ou représentants de comités en voie de constitution, tel apparaît le XIe congrès de l'Association des Amitiés franco-chinoises tenu à Paris les 2 et 3 juin 1974.

Un message de l'ambassade de la République populaire de Chine y est lu ; ia salue l'ouverture solennelle de ce XIe congrès, parle du développement de l'amitié entre les peuples de France et de Chine et du rôle qu'ils sont appelés à jouer dans la lutte contre l'hégémonie des deux superpuissances.

Priorité aux masses populaires

C'est Hélène Marchisio, secrétaire nationale qui dresse un premier bilan de l'association et parle de la façon dont ce congrès a été préparé. Ici apparaît le caractère démocratique des débats menés dans l'association. Les premiers textes envoyés dans les comités par le secrétariat national sont discutés début janvier, puis donnent lieu à un premier échange entre comités et représentants du secrétariat national lors de neuf réunions régionales : Amiens, Paris ville, Paris banlieue, Rennes, Laval, Toulouse, Marseille, Lyon et Nancy du 17 février au 10 mars.

Au fur et à mesure les idées se précisent, la formulation se fait plus claire et après une réunion nationale de synthèse tenue à Paris le 7 avril, c'est l'envoi aux adhérents des textes définitifs qui seront finalement présentés au congrès.

Ala lecture de l'ensemble de ces textes se dessine très nettement l'orientation prioritaire de l'association : *faire connaître la Chine socialiste aux masses populaires.*

La classe ouvrière, les paysans, les employés sont les plus intéressés par la construction du socialisme. Dans la Chine socialiste d'aujourd'hui ce sont les ouvriers et les paysans pauvres émancipés par la révolution qui exercent le pouvoir et qui sont les forces principales de la transformation de la société chinoise. Aussi la base potentielle d'amitié avec le peuple chinois est-elle très grande chez les travailleurs de France car ils sont très intéressés par les réalisations et les luttes des travailleurs chinois. Les comités de l'association qui ont parlé de la Chine dans les organisations syndicales, les foyers de travailleurs, les villages, les cités ouvrières savent qu'ils y ont rencontré toujours une curiosité particulièrement éveillée. En règle générale, cet intérêt potentiel et le patient travail d'information des amis de la Chine, ont abouti à créer des liens profonds d'amitié qui constituent désormais la base la plus sûre de soutien à la Chine socialiste. Pour les marxistes-léninistes il s'agit là d'une victoire ; ils ont pu constater à la lecture des motions présentées par plusieurs comités et adoptés par l'unanimité du congrès la volonté de faire connaître effectivement la Chine dans les masses populaires, par un échange systématique d'informations, une popularisation dans l'association de toutes les actions réalisées dans ce sens.

Une organisation de masse

La caractéristique principale de l'association des amitiés franco-chinoises est qu'elle est une organisation de masse. Le congrès l'a rappelé dans le texte d'orientation et dans les statuts : « Peut devenir membre de l'association toute personne qui, quelles que soient ses convictions philosophiques, politiques ou religieuses témoigne de l'amitié avec la République populaire de Chine ».

Surtout la composition actuelle de plusieurs comités de l'association, l'action résolument ouverte de la plupart d'entre eux, la volonté de tous de ne pas en rester à un stade de petit groupe étriqué montrent que cette orientation n'est pas qu'un vœu de congrès, mais est déjà mise en œuvre dans l'association.

Un point d'orientation particulièrement discuté a été celui du travail de l'association avec d'autres organisations culturelles, syndicales ou politiques. Point très largement discuté afin de clarifier les idées, mais nullement contesté. En résumé l'association ne jette aucune exclusive mais sera très vigilante sur deux points :

— rester dans le cadre des objectifs de l'association ;

— travailler avec des organisations nombreuses et diversifiées.

Les marxistes-léninistes se réjouissent d'une telle orientation. Ouverture, élargissement, absence de sectarisme en même temps que respect scrupuleux des objectifs de l'association feront connaître aux larges masses la Chine socialiste ; tel est bien le but que les marxistes-léninistes recherchent. Dans quelques mois la République populaire de Chine célèbrera le 25e anniversaire de sa fondation : 25 années de luttes et de victoires dans la construction du socialisme. Quel est le travailleur de France, ouvrier ou paysan qui ne se réjouit de voir ses frères de combat maîtres de leurs usines et de leur pays et continuer à lutter pour que la direction demeure aux mains de la classe ouvrière. Actuellement les travailleurs de France restent peu ou mal informés de la Chine socialiste. Chaque fois que l'association par une projection dans un foyer de travailleur ou par une intervention dans une organisation syndicale aura mieux éclairé des travailleurs sur la réalité du socialisme ce sera une victoire que les marxistes-léninistes salueront.

Front uni pour le développement de l'amitié avec la Chine

Le courant d'intérêt, de sympathie et d'amitié pour la Chine permet à l'association de la faire connaître dans des associations culturelles, des groupements professionnels etc., partout où se manifeste une curiosité même limitée pour elle. Et puis des hommes politiques français sont venus confirmer ou apporter à l'association leur soutien. Pierre Mendès-France a adressé un message au congrès, Maurice Schumann et Michel Rocard entrent à la Présidence de l'association et s'y trouveront à côté d'amis de longue date tels que Charles Betelheim, Maurice Baumont, Mme de Lipkovski, Mme Lucie Faure et d'autres. Entrent également à la présidence Régis Bergeron et Jacques Jurquet.

Le soutien d'hommes politiques français à l'amitié avec la République populaire de Chine, les marxistes-léninistes l'accueillent comme un fait particulièrement positif. Ils se souviennent que de 1937 à 1945 c'est la politique de Front uni pratiqué par le Parti communiste chinois sous la direction de Mao Tsé-toung qui a permis de vaincre définitivement l'envahisseur japonais et de libérer la Chine.

C'est une politique similaire qui peut permettre de rassembler ceux qui manifestent de l'amitié avec la Chine. Le 11 mars 1940, Mao Tsé-toung écrivait dans « la tactique actuelle dans le Front uni de résistance contre le Japon » Œuvres Choisies, Tome II, p. 454 « La condition essentielle pour la victoire dans la guerre de résistance est l'extension et la consolidation du front uni antijaponais... Dans la période de front uni antijaponais, la lutte est le moyen de parvenir à l'union, et l'union le but de la lutte. L'union vivra si on cherche à la faire par la lutte ; elle périra si on la recherche par des concessions. Cette vérité se répand peu à peu parmi les camarades du parti. Pourtant, beaucoup ne la saisissent pas encore. Ils pensent que la lutte risque de briser le Front uni ou qu'elle est un moyen à employer sans restriction ; ils appliquent une tactique erronée à l'égard des forces intermédiaires ou se font une idée fausse des forces irréductibles. Toutes ces erreurs doivent être rectifiées ».

Sur l'attitude à avoir avec les milieux dirigeants français le XIe congrès de l'association s'est nettement exprimé : « Un intérêt réel pour la Chine s'est manifesté dans les milieux dirigeants politiques et économiques. Il s'agit pour les dirigeants de notre pays de l'intérêt manifeste pour la politique extérieure de la Chine, sa politique d'indépendance et de défense nationale, sa lutte contre les deux superpuissances, de l'intérêt pour le développement des relations économiques. L'attitude des milieux dirigeants français vis-à-vis de la Chine socialiste est double : intérêt et sympathie pour certains aspects (indépendance nationale, réalisations économiques et sociales...). Parfois, elle est franchement l'hostilité. Les attitudes positives des milieux dirigeants, quand ils sont intéressés au maintien des bonnes relations avec la Chine ne doivent pas faire oublier leurs menées antichinoises qu'ils développent chaque fois que les pousse la crainte d'un trop grand attrait de notre peuple pour les réalisations du socialisme en Chine. Parfois dans les écrits ou les déclarations de la même personne les paroles hostiles succèdent aux paroles favorables.

L'action de l'association doit tenir compte de cette double attitude en soutenant les paroles et les écrits favorables au maintien et au développement des rapports amicaux pour mieux combattre et isoler les aspects hostiles à la Chine ».

Le rapport d'orientation conclut sur ce point « l'association doit être à même d'effectuer un certain travail avec les milieux dirigeants de notre société lorsque l'intérêt ou l'amitié pour la Chine s'y manifeste et malgré l'existence de courants hostiles ».

une politique extérieure contre l'hégémonie des deux super-puissances

Le XIe congrès a tenu à souligner l'importance de la politique extérieure de la Chine et particulièrement son soutien aux luttes contre l'hégémonie des deux superpuissances. Il a fait une mention particulière à l'Europe et à la France et aux positions de la Chine vis-à-vis d'elles. Les délégués ont approuvé le texte d'orientation qui leur était présenté sur ce point, repoussant à la quasi-unanimité deux amendements qui, par leur caractère ambigüe, tendaient à sous-estimer l'importance que la Chine attache au soutien aux aspects positifs des politiques d'indépendance nationale pratiqués par le gouvernement français et d'autres gouvernements des pays d'Europe. Nos amis chinois eux-mêmes dans le message qu'ils ont adressé au congrès n'ont-ils pas souligné l'importance de la lutte des peuples de France et de Chine contre l'hégémonie des deux superpuissances.

Les marxistes-léninistes encouragent l'association à continuer inlassablement son travail d'explication de la politique extérieure chinoise, à en faire connaître tous les aspects et à se tenir prête à riposter à toute calomnie sur ce sujet. Les menaces du social-impérialisme sur la Chine sont réels ; elles sont tout aussi sérieuses sur l'Europe. Les troupes russes sont toujours présentes en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays de l'est européen et chaque jour l'industrie soviétique construit de nouvelles armes. Quant à la domination économique du nouvel impérialisme russe il se fait de plus en plus pesant sur les peuples de

Succès du premier meeting des A.F.C. à Issy :

C'est vrai que partout, on voit un courant d'intérêt et de curiosité se manifester pour la République populaire de Chine.

Ainsi à Issy-les-Moulineaux, le tout jeune comité de l'Association des amitiés franco-chinoises a projeté pour sa première activité le film de Claude Broyelle, « Shanghai au jour le jour », dans une salle du théâtre municipal vendredi dernier, en soirée.

Entre 250 et 300 personnes assistèrent à la projection. On pouvait remarquer dans la salle de nombreux travailleurs dont des travailleurs immigrés, et aussi une bonne partie des gens âgés entre 30 et 50 ans, et quelques vieux travailleurs.

Seulement une dizaine de personnes partirent après le film.

Pendant le débat, de nombreuses questions intéressantes ont été posées sur les usines, la participation des cadres à la production, les paysans, la justice, la liberté de penser, les relations diplomatiques avec le Chili, etc.

Quand il a fallu arrêter le débat à cause de l'heure, encore une centaine de personnes étaient présentes, et des applaudissements clôturent cette première manifestation.

Malgré les efforts des révisionnistes de détourner leurs militants et notre peuple du vivant exemple qu'est la Chine pour la construction du socialisme, rien n'empêchera l'amitié entre notre peuple et le peuple chinois, guidé par le P.C.C.

Vive l'A.A.F.C. qui popularise les succès remportés par le peuple chinois !

Vive l'amitié entre nos deux peuples !

Vive la dictature du prolétariat !

Correspondant H.R.

N.P.P. (Paris-20e)

Un patron de "gauche" et la réalité capitaliste

Nous, travailleurs de l'imprimerie N.P.P., protestons contre les réductions d'horaire, et de salaire correspondantes, décidées par le patron de l'entreprise, justifiées, selon lui, par de graves difficultés financières.

Pas plus que dans une autre entreprise, aux N.P.P., jamais les travailleurs n'ont été consultés sur le nombre, la nature des travaux effectués, sur la gestion de l'entreprise.

Et aujourd'hui, comme n'importe quel patron capitaliste, comme Georges Lang l'a fait il y a deux ans, et d'autres depuis, le patron rentabilise sur le dos des travailleurs : aujourd'hui, les réductions d'horaires, et peut-être demain des licenciements ?

Mais il est difficile de nous faire accepter, qu'une conscience de classe « élevée » par opposition à « primaire », serait d'accepter ces mesures patronales, pour permettre à l'entreprise de continuer à tourner.

C'est pourquoi, ce mardi 11 juin, nous nous sommes réunis en assemblée générale, pour discuter de la position que nous devions adopter : réduction d'horaire mais maintien des salaires.

Or, notre patron « de gauche » nous a invité à « discuter de nos problèmes » en dehors des heures de travail, à l'extérieur de l'entreprise, et que les heures de réunions ne seraient ni payées ni récupérables.

De plus, face à notre refus des réductions de salaires, il nous a opposé le chantage suivant : 40 heures sans contreparties, ou des licenciements ou la fermeture de l'entreprise — mercredi si H.R. n'était pas terminé dans le délai habituel — ou à la fin de la semaine en cas de grève ne gênant pas la sortie de H.R. (Chantage permanent à cause de la nature du travail effectué dans cette entreprise).

Dans l'immédiat, les travailleurs organisent la riposte, et préparent la lutte qui ne devrait tarder à se déclarer.

(...Affaire à suivre...)

Des travailleurs des N.P.P.

Quand la CGT part en guerre contre la CFT

L'« Affaire Chrysler » a relancé la polémique. Une nouvelle fois, la C.G.T. vient d'ouvrir ses cartons pour instruire une accusation publique contre la C.F.T. Certes, les dirigeants de cette dernière sont bien le ramassis de racailles fascistes dénoncés. Mais, comme tel, utilisant ouvertement la collaboration de classe la plus affichée en même temps qu'une répression terroriste contre les travailleurs, ils ne font guère illusion dans les rangs ouvriers.

Il n'en va pas de même de leurs zélés pourfendeurs. Et pourtant ! Les protestations indignées des dirigeants C.G.T. n'ont qu'un but : redorer le masque de « parfaits démocrates » qui leur faut exhiber pour mieux tromper la classe ouvrière. Car si ce masque fait encore relativement illusion, il ne résiste pas à un examen attentif de leur comportement.

Collaboration de classe ? Des accords scélérats de Grenelle, en passant par la conclusion d'accords de collaboration de classe sur l'emploi ou sur les salaires, par les multiples concertations, commissions, négociations avec le gouvernement ou le patronat, elle s'allonge interminablement la liste des compromissions ouvertes avec le pouvoir capitaliste, sur le dos des travailleurs.

Le cas Chrysler en est un dernier exemple. La C.F.T. est accusée de pousser de grands cris et de se croiser les bras devant les 700 licenciements qui menacent. Mais que fait la C.G.T. ? « L'Humanité-Dimanche » de cette semaine — que l'on peut difficilement accuser d'esprit de dénigrement envers la C.G.T. — nous fournit la réponse : **« La C.G.T. refuse tout licenciement et en appelle... au ministère du Travail »** (!) Il est vrai qu'elle dispose d'un exemple stimulant puisque l'article en question poursuit **« les élus communistes, au conseil général des Yvelines, à l'Assemblée nationale, placent le gouvernement devant ses responsabilités. »** On sait pourtant bien, d'expérience, comment le gouvernement bourgeois assume ce genre de responsabilité ! La mobilisation des travailleurs, il n'en est pas question, sauf, comme le 6 décembre dernier, ou pendant la récente campagne électorale, quand il s'agit d'en faire une masse de manœuvre au service du Programme commun, de la stratégie révisionniste.

Sur ce plan, d'ailleurs, de plus en plus nombreux sont les travailleurs qui pensent — ouvertement ou encore secrètement — de la sorte. Bien peu, finalement analysent encore la C.G.T. comme un syndicat de luttes de classe au service des intérêts du prolétariat. Mais, s'insurgent encore certains d'entre eux : **« La C.G.T. n'est quand même pas un syndicat fasciste comme la C.F.T. sur ce plan, au moins, l'assimilation n'est pas possible ! »**, est-ce si sûr ?

Là encore, ce sont les faits qui tranchent. Dans les années 60, la C.G.T. n'a-t-elle pas exclu systématiquement — et fort peu démocratiquement — les communistes authentiques qui refusaient la trahison du marxisme-léninisme et la calomnie de la Chine et de l'Albanie ? A la mort d'Overney, Sylvain, responsable C.G.T. de Renault n'a-t-il pas renvoyé dos à dos la victime et ses assassins fascistes ? La section syndicale de Renault n'a-t-elle pas rejeté la responsabilité des faits sur « les hommes de main fascistes, sous étiquette maoïste » ? Les dirigeants C.G.T. n'ont-ils pas appelé de leurs vœux la fameuse loi « anticasseurs » et applaudi bruyamment à son adoption ?

Et des pressions de toutes sortes ne s'exercent-elles pas sur les travailleurs organisés à la C.G.T. qui contestent la politique de la confédération ? Depuis le cordon sanitaire qui isole soigneusement les sections syndicales de base réputées combatives, jusqu'aux exclusions anti-statutaires des militants ouvriers qui refusent la ligne révisionniste véhiculée par la C.G.T. et font campagne pour les idées marxistes-léninistes. Cette répression, qui ne répugne pas à l'agression physique, si nécessaire, contre les diffuseurs de tracts ou de journaux qui n'ont pas l'heur de plaire à ces messieurs, se tourne aussi, quand il le faut, contre la masse des travailleurs en lutte. Les conducteurs de métro en grève, les vendeuses des Nouvelles Galeries de Thionville, les aiguilleurs du ciel, les Lip, en savent quelque chose, eux qui, en pleine lutte, ont vu leur action publiquement désavouée, condamnée, comme « minoritaire », « gauchiste », « aventuriste », parce qu'elle échappait aux rails sur lesquels les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. entendaient la placer.

Alors ? C.F.T., C.G.T. ? Il faut bien le reconnaître, dans leur nature, il n'y a pas de différence. Si ce n'est que l'une trompe bien plus largement que l'autre, fait encore illusion. C'est pourquoi le meilleur agent de la fascisation, le plus efficace, dans les rangs de la classe ouvrière, c'est bien la C.G.T. C'est le masque de faux démocrates de ses dirigeants que les marxistes-léninistes doivent s'attacher à arracher pour que la masse des travailleurs prennent conscience de leur véritable visage : celui d'ennemi acharné de la classe ouvrière. Celle-ci, alors, saura leur réserver le sort qu'ils méritent.

Annie BRUNEL

XIe congrès des A.F.C.

(Suite de la page 2)

l'Europe de l'Est. Il est juste alors pour les amis de la Chine de dire, que ce pays qui a connu tant d'occupations étrangères, qui s'en est libéré sous la direction du Parti communiste chinois et de Mao Tsé-toung mène actuellement vis-à-vis de l'Europe une politique qui est une politique de soutien à la cause de l'indépendance nationale.

Une politique d'adhésion

L'association a résolu de mieux s'implanter encore, d'impulser de nouvelles activités, de créer de nouveaux comités. Nous applaudissons aux résolutions adoptées sur *la politique d'adhésion.*

Etre adhérent cela signifie mieux travailler à l'amitié avec la Chine en étant mieux informé et en participant plus activement à l'orientation de l'association. Une association qui regroupe de nombreux adhérents a plus de force et d'efficacité. Un ami de la Chine peut-il rester en dehors de l'association de masse qui en France travaille à mieux la faire connaître et peut organiser le soutien en cas d'aggression ?

Une nouvelle direction

Dans ses textes d'organisation l'association a précisé le rôle de la présidence et du comité d'honneur ; ils sont composés de personnalités amis dont elle attend conseils et soutien. Il restait au congrès à désigner la direction de l'association ; depuis une assemblée de comités tenue en décembre 1971, un secrétariat national de 7 membres assurait ces tâches de direction. Le développement de l'association exigeait une équipe plus étoffée, composée de responsables ayant manifesté dans la pratique leur accord avec l'orientation de l'association. A une majorité écrasante le congrès ratifia le choix du secrétariat national de désignation d'un Bureau national de 21 membres.

De chaleureux applaudissements devaient saluer cette décision ainsi que le vote unanime du congrès en faveur du texte d'orientation de l'association.

Ne pas craindre les attaques du révisionnisme

Parce qu'elle soutient la Chine socialiste, parce qu'elle ne laisse pas passer une calomnie dirigée contre elle, l'association des amitiés franco-chinoises a déjà rencontré et rencontrera encore sur sa route un ennemi acharné : le révisionnisme moderne. Son représentant en France le P. « C. » F. se dresse chaque fois que l'association progresse dans la voie d'une meilleure information auprès des travailleurs.

D'autre part il est bien certain que le P. « C. » F. est loin d'avoir le monopole du courant anti-chinois et que d'autres représentants de l'idéologie bourgeoise continuera à l'alimenter avec leurs propres moyens d'information. Mais l'association des amitiés franco-chinoises doit savoir qu'elle rencontrera le P. « C. » F. sur sa route parce que il est vital pour lui que le régime de dictature du prolétariat que connaît la Chine socialiste soit ignoré des travailleurs de France.

Or le XIe congrès l'a affirmé : l'association veut faire connaître la Chine auprès des travailleurs de la classe ouvrière, des paysans, des employés. Elle doit donc s'attendre à des résistances et des attaques acharnée de sa part. Qui actuellement dans certaines communes de la banlieue parisienne refuse des salles de réunion ? Qui fait pression sur les groupes culturels qui touchent les travailleurs pour les empêcher d'organiser des réunions sur la Chine ? Le gouvernement de la R.P.C. a refusé à un député révisionniste un visa pour la Chine. L'« Humanité » du 4 juin ose parler « d'inadmissible ingérence d'une puissance étrangère ». Messieurs les révisionnistes pensez-vous sérieusement que le peuple chinois va vous laisser mener vos activités anti-chinoises et d'espions du social-impérialisme soviétique librement ? Après Antonioni et son sinistre film, ils ne veulent plus permettre à un J.E. Vidal ou autre agent de révisionnisme de tromper les travailleurs par des informations mensongères. N'est-ce pas cette même « Humanité » qui il y a trois mois acceptait fort volontiers que Jean-Yanne-Dassault compare l'Allemagne nazie et la Chine populaire et que le peuple chinois soit dépeint comme « pauvre, naïf et sous-développé ».

Finalement tous les anti-chinois se rejoignent mais la hargne des révisionnistes du P. « C. » F. est d'autant plus nocive que ce sont les travailleurs qu'ils cherchent à tromper et à détourner du socialisme.

Les marxistes-léninistes pour leur part continueront à soutenir résolument la Chine socialiste et à lutter contre le révisionnisme et ses agents en France que sont les dirigeants du P. « C. » F. Ils soutiennent les mots d'ordre de l'association des amitiés franco-chinoises.

TOUS LES AMIS DE LA CHINE DOIVENT TROUVER LEUR PLACE DANS L'ASSOCIATION DES AMITIES FRANCO-CHINOISES !

FAISONS CONNAITRE PLUS ENCORE LA CHINE SOCIALISTE !

DEVELOPPONS L'AMITIE AVEC LA CHINE !

ORGANISONS LE SOUTIEN A LA CHINE !

VIVE L'AMITIE FRANCO-CHINOISE !

DIMANCHE 16 JUIN

EXPOSITION SUR LA RESISTANCE

aux « HERBES SAUVAGES »
70 rue de Belleville - Paris 20e

BORDEAUX :

Les révisionnistes tentent de diviser les jeunes travailleurs

Les deux foyers de jeunes travailleurs de Bordeaux sont en lutte. Gérés par un conseil d'administration où se retrouvent les gens de Chaban, les réformistes et les révisionnistes, ces foyers sont menacés de liquidation.

Le conseil d'administration, sous la coupe de la préfecture et de la mairie, veut « rentabiliser » les foyers et veut faire payer les frais de sa gestion incompétente aux résidents et au personnel. En réalité le problème du déficit financier (dont les foyers s'étaient accomodé jusqu'ici) paraît être clairement un simple prétexte à une politique réactionnaire de transformation des F.J.T. en de simples dortoirs casernes. Réservoirs de main-d'œuvre docile pour les capitalistes du coin (Fad par exemple).

En effet, les foyers, sous leur forme actuelle, ne sont pas assez dociles pour les capitalistes et pas assez rentables ; le personnel s'est organisé et avait posé ses revendications sur des problèmes urgents tels que la détérioration des conditions de travail, d'hygiène, les salaires et l'organisation du travail.

Les résidents, eux, mènent la lutte contre les augmentations des pensions (en un an les tarifs ont augmenté de 35 % et on arrive à payer un repas 10 F [à cause du forfait], un prix de restaurant). Ils luttent aussi pour un règlement intérieur qui ne les prennent pas pour des petits enfants ou des débiles mentaux.

Tous ces problèmes ont traîné, bon an mal an, jusqu'à la grande farce des présidentielles...

Le temps des « promesses sociales » des élections est passé, maintenant on jette les travailleurs à la rue.

Le conseil d'administration vient de décider :

— La fermeture de la restauration ;

— La liquidation du secteur socio-culturel ;

— *Seize licenciements.*

Aussitôt qu'ils ont connu ces décisions, les travailleurs de la section C.F.D.T. (qui regroupe la majorité des employés) ont décidé de se mettre en grève contre les licenciements. Ils ont appelé à la constitution d'un comité de soutien qui, se mettant à leur service, permet d'étendre l'agitation sur tout Bordeaux et de faire connaître leur lutte.

— Il y a trois semaines, alors que les menaces de licenciement se dessinaient, une « section » C.G.T. se créait dans les foyers, créant la division là où il y avait l'unité.

Le secrétaire de cette section est le *directeur délégué au conseil d'administration.* Ancien syndiqué C.F.D.T., ce monsieur a brisé la grève des résidents en 1973 puis il s'est illustré en frappant son délégué syndical et a été, à juste titre, exclu de la C.F.D.T. pour cela et ses pratiques patronales, de plus, ce monsieur est membre du P.«C.»F. ! Un beau défenseur de la classe ouvrière, on le voit !

Cette « section » syndicale a joué jusqu'à présent le rôle d'une section jaune en refusant de s'engager dans la lutte, en refusant l'unité d'action avec la C.F.D.T., en essayant d'engager *seule* des négociations — « à froid » — avec la direction et les pouvoirs publics.

— A la réunion constitutive du comité de soutien, les révisionnistes du P.«C.»F. on essayé de s'ingérer grossièrement dans les problèmes des grévistes en essayant de faire adopter leurs mots d'ordre et formes d'action révisionnistes. Leurs manœuvres n'ont abouti qu'à l'échec et ils ont été obligés de se retirer — ce qu'ils ont fait très très discrètement — du comité de soutien, montrant ainsi de quel côté ils se placent.

Pour nous, ces faits sont l'illustration, une fois de plus, de ce que sont les dirigeants du P.«C.»F. et de la C.G.T.

Ces révisionnistes (ils ont trahi, révisé les principes communistes) mènent, sous une phrase de « gauche », une politique réactionnaire et antiouvrière, ce sont de véritables social-fascistes (socialistes en paroles, fascistes, agents du capital, contre les travailleurs en réalité).

Alors nous disons aux travailleurs que ces gens-là trompent encore. « Ouvrez les yeux, camarades » est-il encore communiste le parti qui couvre ces agissements ?

Soutien aux travailleurs en lutte !

Unis à la base et dans l'action !

Dénonçons le révisionnisme !

Travailleur, rejoins ton parti marxiste-léniniste !

Le 4 juin 1973.
Correspondant H.R.

A propos de la "grève des femmes"

Lutte de sexes ou lutte de classes ?

Certaines tendances du M.L.F. viennent de lancer une « grève des femmes ». Grève qui devait démarrer au mois de mai, mais, vu les élections, tout devait être stoppé !

Maintenant, c'est le moment : « Nous voulons faire grincer le système, le bloquer ». Et pour cela, voilà ce qu'on nous préconise :

« — *Occupation de l'évier par la vaisselle sale ;*

— *Grève des relations sexuelles ;*

— *Envahir les mairies avec les ballots de linge sale en exigeant des buanderies collectives ;*

— *Amener les enfants au travail pour les faire garder par le patron ;*

— *Au travail, répondre à l'image que l'on répand de nous :*

- *Bavarder dans les couloirs ;*
- *Se maquiller dix fois par jour ;*
- *Faire des nœuds marins avec les fils téléphoniques ;*
- *Changer son tampax toutes les demi-heures...* »

Na ! serait-on tenté de dire. Quelle dérision ! Et le tract d'appel à la « grève » poursuit en ces termes : « *La grève des femmes, ce n'est pas une affaire d'hommes* ». Et de rappeler que partout des femmes luttent contre un patron : à Thionville, Troyes, les mères célibataires, Lip, Cerizay, le Joint Français, les élèves-infirmières, les serveuses de Marseille... Mais que pensent-elles de cela, toutes ces travailleuses ? Il y a gros à parier qu'elles ont employé d'autres moyens de lutte que ceux préconisés par ces « grr... évistes » ! Elles n'ont sûrement pas dit à leurs camarades hommes : « *Loin de nous " oppresseurs du sexe féminin ", nous nous battrons nous-mêmes et toutes seules pour nos revendications.* » Qui se serait frotté les mains devant une telle désunion des grévistes ? Le patron, bien entendu. Car c'est là que git le lièvre. Pour les organisatrices de cette grève, la lutte des classes, ça n'existe pas. Il n'existe, pour elles, que la lutte des sexes : patrons et maris sont mis sur le même plan : « *Nous voulons commencer la lutte contre nos patrons (capitalistes et patriarcaux)* ».

Certes, elles mettent le doigt sur l'oppression que subissent réellement nombre de femmes :

— Bonnes à tout faire à la maison ;

— Surexploitées au travail ;

— Méprisées intellectuellement ;

— Transformées en objet sexuel.

Mais elles ne désignent pas le véritable responsable de cet état de chose, le système capitaliste. Elles choisissent de se révolter contre les hommes, chacune contre le sien, révolte qui ne peut rester individuelle. Ce faisant elles se trompent et elles trompent sur la cible à viser. Car il n'y a pas une classe d'hommes opposée à une classe de femmes. Mais il y a exploiteurs et exploités. Et c'est là que réside la ligne de partage, la contradiction principale : prolétariat contre bourgeoisie.

La contradiction hommes-femmes existe, c'est sûr, mais elle est produite, perpétuée par le système capitaliste et ne pourra jamais être résolue correctement et définitivement dans le cadre de ce système. Il ne s'agit donc pas de nier cette contradiction mais de la situer à sa place, secondaire. Elle ne peut être résolue définitivement, de manière non antagonique que par la victoire de la révolution prolétarienne.

Si l'on résonne ainsi, en marxistes-léninistes, on voit bien que l'idéologie, les méthodes de lutte préconisées par ces tendances du M.L.F. sont une idéologie, des méthodes petites-bourgeoises, gauchistes et, en tant que telles, doivent être combattues.

La cible principale des femmes en lutte pour leur émancipation, c'est le capitalisme. C'est lui le responsable de tous nos maux, à nous, hommes et femmes du peuple.

C'est lui qu'il faut abattre, pour créer, comme en Chine, en Albanie ou au Vietnam, les bases réelles de la libération des femmes.

Les courants du M.L.F. qui désignent l'homme comme ennemi, cible principale, tentent de dévoyer l'énergie révolutionnaire des femmes qui se révoltent contre le sort qui leur est fait dans la société capitaliste et finissent par les démobiliser. Cette fausse lutte contre les hommes renforce au plus haut point l'idéologie bourgeoise qui lui fait une publicité complaisante puisqu'elle profite largement de cette agitation petite-bourgeoise. Il n'y avait qu'à écouter *Europe 1*, qu'à regarder la télé, pour comprendre que la bourgeoisie ne perd pas de temps pour saisir la perche qui leur est ainsi tendue.

La question de l'émancipation des femmes est un combat réel. Leur volonté de libération représente un potentiel révolutionnaire trop important pour que les marxistes-léninistes le laissent se dévoyer. Pour cette raison, nous soutenons toutes les revendications qui conduisent les femmes sur le chemin de la lutte des classes. Car la lutte des femmes pour leur émancipation ne peut être dissociée de la lutte de l'ensemble du prolétariat pour sa libération.

Réunion nationale des élèves-infirmières

Une grande victoire

Une centaine d'élèves-infirmières représentant de nombreuses écoles de France ont décidé de proposer à leurs camarades une action nationale immédiate pour le paiement de leurs stages à plein temps actuellement non payés, et la discussion d'un statut de travailleur en formation commun à l'ensemble des professions sociales et para-médicales.

Au cours de cette réunion les élèves ont rejeté les propositions révisionnistes d'une grève-bidon de vingt-quatre heures, avec demande d'audience, ainsi que les propositions réactionnaires des organisations ANEEI et ANFIDE. C'est là une victoire incontestable pour le mouvement qui se développe dans les écoles d'infirmières.

Cependant il ne faut pas se réjouir trop vite car il est des révisionnistes qui savent à l'occasion se déguiser en " révolutionnaires " et c'est le cas des trotskistes (notamment LO). Ceux-ci organisent le 15 juin une " fête nationale des élèves-infirmières " dans le plus pur style gauchiste qui n'est en réalité qu'une vaste manœuvre de récupération. Bon nombre d'élèves s'en sont aperçu. et ne participeront pas à cette " fête ". Quant à nous, mettons en garde ceux que ces manœuvres trompent encore.

Des lectrices de l'HR,
élèves-infirmières.

Communiqué de Presse

Une centaine d'élèves appartenant à vingt-huit écoles de France se sont réunies à Chamalières le 2 juin 1974.

Malgré la pénurie actuelle du personnel infirmier, rien n'est fait pour faciliter la formation des futures infirmières.

Pendant les mois d'été à venir, nous sommes amenées, pour pallier à la pénurie, à remplacer à bon compte le manque d'effectif, au cours de stages à temps complet. Devant cette situation, nous proposons à toutes les écoles de demander immédiatement le paiement des stages à temps complet égal au salaire des aides-soignantes.

Cependant ceci ne peut être que provisoire. C'est pourquoi nous nous sommes orientées vers l'élaboration d'un statut de travailleur sanitaire et social en formation qui doit être soumis à discussion dans toutes les écoles d'infirmières de France.

Le 14 juin une journée de popularisation a été décidée. Les 15 et 16 juin, les élèves infirmières se retrouveront de nouveau à Paris.

La lutte contre l'auxiliariat est la lutte de tous les travailleurs

Dans tous les secteurs de la Fonction publique, l'auxiliariat se répand rapidement ; ainsi les auxiliaires constituent déjà plus de 30 % du personnel dans les P.T.T. et le quart dans l'Education nationale. Il en va de même dans les hôpitaux, à la S.N.C.F. Il s'agit donc d'un véritable plan mis en place par l'Etat capitaliste. Dans quel but ?

Face à la crise économique qui s'amplifie, la restructuration du capitalisme est indispensable. L'Etat-patron donne l'exemple : ainsi, dans les P.T.T., les secteurs les plus rentables comme l'équipement téléphonique sont mis à la disposition du secteur privé par l'intermédiaire de sociétés de financement. Dans l'Education nationale, les investissements qui ne sont pas immédiatement rentables sont ralentis ; ce programme se réalise progressivement :

— La loi Royer permet de se débarrasser des « mauvais » élèves dès l'âge de quatorze ans. Cette loi est un recul qui remet en cause la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans ;

— La loi Fontanet organise une sélection impitoyable dans l'enseignement secondaire en orientant les fils du prolétariat vers la production et les fils de la bourgeoisie vers une formation de cadres dont le capitalisme a besoin ;

— Les C.E.T. sont progressivement démantelés par la restriction des crédits entre autres ; ils sont de plus en plus concurrencés par des C.E.T. d'entreprises où l'idéologie patronale est diffusée plus facilement que dans l'Education nationale ;

— Le recrutement massif d'auxiliaires sans garantie d'emploi, qu'on peut licencier à tout moment et qui constituent une masse de manœuvres destinée à peser sur l'ensemble des salaires. L'auxiliariat permet ainsi à l'Etat de réaliser de substantielles économies sur le dos des travailleurs; il divise les enseignants en leur donnant des statuts différents et en les faisant entrer en compétition avec les titulaires au moment de l'attribution des postes ; il permet les licenciements au fur et à mesure que des élèves seront évacués vers la production grâce aux lois Royer et Fontanet.

Toutes ces mesures, en apparence sans lien, font bien partie d'une politique globale dont le but est d'affaiblir un service public pour le livrer à la pénétration du secteur privé. Autrement dit, il s'agit d'un véritable démantèlement qui s'accompagne des licenciements indispensables à la rentabilisation.

Des trahisons révisionnistes...

Face à ce programme mis en place par l'Etat capitaliste, que proposent les directions syndicales ?

Certes, les bonzes syndicalistes, en particulier ceux du S.N.E.S., font une analyse du rôle joué par les auxiliaires qui peut paraître correcte. Mais leur véritable nature se révèle au niveau de la pratique, de l'action. Prenons un exemple dans l'académie de Strasbourg. L'action des syndicats s'est limitée :

— A des grèves de 24 heures durant l'année scolaire 1972-1973 alors que depuis longtemps elles ont fait la preuve de leur inefficacité ; elles n'ont pas été reconduites cette année, mais rien ne les a remplacées;

— A des meeting - anniversaires. Comme en 1973, s'est tenu à Strasbourg, le 6-2-1974, un meeting intersyndical pour protester contre l'auxiliariat. Le S.G.E.N. a proclamé qu'il était prêt à « suivre » tout mouvement de masse ; le délégué du S.N.E.S. en a profité pour renouveler ses propositions irréalistes : élargissement des concours de recrutement traditionnels comme le C.A.P.E.S., meilleure formation pédagogique des maîtres ; il en a profité pour rappeler l'attachement du S.N.E.S. au programme commun. Quant au délégué du S.N.I., il a fait état des succès remportés en faisant pression sur le rectorat : une quinzaine de titularisations en quelques années : « Cela fait quinze sourires », a-t-il ajouté sans sourire !

Puis une manifestation a été organisée à travers les rues de la ville jusqu'au rectorat où une motion a été remise. On s'est séparé en se promettant de se rencontrer tous les quinze jours, et après avoir décidé de mobiliser la base en tenant des réunions intersyndicales dans les établissements scolaires.

Ces bonnes paroles n'ont pas été suivies d'effet. Il n'y a plus eu de réunions unitaires sur le problème de l'auxiliariat. Raison invoquée : la lutte contre le projet de loi Fontanet est devenue entre temps la lutte principale. Signalons que par la suite, la discussion elle-même sur le projet de loi Fontanet a été remise à plus tard à cause des élections présidentielles! On trouve toujours une bonne raison quand on ne veut pas agir.

Ainsi les directions syndicales réformistes et révisionnistes ont été obligées, sous la pression de la base, de faire croire qu'elles avaient l'intention de lutter contre l'auxiliariat. La réalité a démontré que c'était faux et que leur seul but était de récupérer les mécontents et de prévenir toute action qui ne serait pas étroitement contrôlée par leurs appareils.

... A celles des trotskystes

C'est qu'en effet, face à cette inertie volontaire des directions syndicales, un Comité de lutte contre l'auxiliariat s'est constitué. Il regroupe des syndiqués et des non-syndiqués ; mais la plupart de ses adhérents sont membres de la tendance Ecole émancipée du S.N.E.S. dont les positions trotskistes sont bien connues. Le C.L.A. a adopté comme mots d'ordre : « TITULARISATION IMMEDIATE DES AUXILIAIRES - SUPPRESSION DE L'AUXILIARIAT». Encore faut-il signaler qu'un dirigeant local de « Rouge », membre influent du C.L.A., a tenté de semer la confusion en refusant la deuxième partie du mot d'ordre sous un prétexte fallacieux : l'auxiliariat serait un débouché pour de nombreux étudiants réduits sans cela au chômage !

Le C.L.A. s'est manifesté de différentes manières :

— Défense de cas individuels ;

— Action au sein des syndicats avec prise de parole lors des réunions départementales et académiques et lors du meeting intersyndical du 6-2-74. Cette action lui a d'ailleurs valu de nombreuses attaques et des menaces ouvertes, en particulier de la part du S.N.E.S. ;

— Action au sein des établissements en tenant des réunions syndicales et intersyndicales.

Pourtant, le C.L.A. va rapidement dégénérer. Il faut en rechercher les raisons dans le style de travail de ses animateurs, trotskistes dans leur grande majorité. Par exemple, aucune convocation n'est envoyée pour avertir les adhérents et les sympathisants de la date et du lieu de réunion ; aucun ordre du jour n'est fixé ; au cours des réunions, on parle de l'auxiliariat mais aussi de tout autre chose : ainsi les dirigeants de « Rouge » en profitent pour faire de la propagande ou pour parler de leurs derniers démêlés avec la police, etc.

Heureusement, quelquefois la base bouge. Fin février, les enseignants de l'Ecole normale de la Meinau, dans la banlieue de Strasbourg, envoient une motion aux syndicats : ils s'inquiètent de la progression de l'auxiliariat et du sort qui attend les normaliens ; ils rappellent aux syndicats les promesses faites lors du meeting ; ils proposent des grèves académiques de 48 heures pouvant se prolonger et être étendues au plan national ; ils demandent que des contacts soient pris avec les autres secteurs de la Fonction publique et que des actions communes soient menées.

Comment le C.L.A. va-t-il réagir ? En réunion, une double action est envisagée :

— En direction des syndicats pour qu'ils soutiennent le mouvement et couvrent une grève éventuelle ;

— En direction de la base par la rédaction de motion de soutien aux revendications des enseignants de l'Ecole normale de la Meinau.

Bien sûr, les syndicats refusent tout appui. Quant aux réunions dans les établissements, les membres du C.L.A. constatent une soi-disant démobilisation ; ils invoquent la fin du trimestre, la lutte contre le projet de loi Fontanet, etc. Trois membres seulement ont organisé des réunions et ont envoyé des motions aux syndicats et aux collègues de l'Ecole normale. Autrement dit, c'est l'échec.

Pour tenter de remonter la pente, il est décidé de lier le problème de l'auxiliariat au projet de loi Fontanet. Tel sera le thème de la prochaine réunion ; elle n'aura jamais lieu : un jour, parce que les trotskistes organisent la projection d'un film sur le Chili, un autre jour on a oublié de louer une salle de réunion ; puis les élections présidentielles ont détourné les trotskistes du C.L.A. de la juste lutte contre l'auxiliariat. Ainsi, depuis la mi-mars, plus rien.

Que faut-il en conclure ?

La dégénérescence du C.L.A. s'est produite au moment où les luttes des travailleurs s'exacerbaient, où les élèves et les enseignants manifestaient dans la rue contre le projet de loi Fontanet. Comment oser parler d'une démobilisation à un tel moment ? Non, il faut en rechercher les causes dans les méthodes, dans le style de travail des opportunistes qui « animent » le C.L.A.

— En n'envoyant aucune convocation, les réunions se sont déroulées entre initiés. En fait, on n'a pas voulu élargir le C.L.A., rallier les hésitants et relancer les sympathisants. Ces messieurs se placent très au-dessus des masses ;

— En pratiquant le libéralisme, le C.L.A. s'est condamné à une tactique suiviste ; et lorsque l'événement se présente, il est incapable de l'exploiter. L'exemple de l'Ecole normale de la Meinau est significatif ;

— En prétextant que les enseignants sont démobilisés, le C.L.A. refuse toute autocritique. En fait, c'est lui qui se comporte en démobilisateur par son attitude défaitiste.

Suivisme, défaitisme, refus d'autocritique caractérisent l'action d'individus ou de groupes qui, tout en faisant une analyse ultra-gauchiste (critique systématique des syndicats, confusion entre la direction et la base), mènent en réalité une action droitière. C'est la tactique de tous les opportunistes et en particulier des animateurs de « Rouge », très influents dans le C.L.A.

Que proposent les marxistes-léninistes ?

Au moment où la bourgeoisie monopoliste vient de porter un de ses plus dignes représentants à la tête de l'Etat, au moment où les révisionnistes après leur échec électoral s'apprêtent à jouer le rôle d'une opposition loyale et constructive, le problème des auxiliaires est plus que jamais posé. Il ne peut être résolu que par l'organisation à la base et dans l'action de tous les enseignants, auxiliaires et titulaires pour faire triompher les mots d'ordre de :

— Titularisation immédiate de tous les auxiliaires !

— Suppression de l'auxiliariat !

Face aux démantèlements et aux licenciements que préparent les monopoles, la lutte des auxiliaires de la Fonction publique rejoint la lutte des travailleurs du secteur privé qui n'entendent pas faire les frais de la crise économique.

NON A TOUT LICENCIEMENT !
NON AUX DEMANTELEMENTS !

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

L'accord syro-israélien ou l'ingérence des 2 superpuissances

Au terme d'un marathon qui a duré plus d'un mois, Kissinger vient de terminer voilà deux semaines sa cinquième « visite » au Moyen-Orient, pour aboutir à la signature d'un accord entre la Syrie et l'Etat sioniste d'Israël. La signature de l'accord de désengagement à eu lieu à Genève en présence des représentants des Etats-Unis et de l'Union soviétique le 31 mai.

La longueur des « négociations », les allées et venues de Kissinger entre Damas et Jérusalem, les « visites » de Gromyko, ministre des Affaires étrangères du révisionnisme soviétique, ont montré à tous les peuples du monde que la dispute des deux super-puissances pour l'hégémonie au Moyen-Orient était très serrée.

En réalité, la mission du docteur Kissinger s'est heurtée à de nombreuses difficultés. Cela est dû au fait que les enjeux économiques, politiques et stratégiques au Moyen-Orient ont reflété la complexité des nouveaux rapports issus de la guerre d'octobre.

Depuis le 2 4octobre, date à laquelle les révisionnistes soviétiques, devant le défi militaire américain qui avait mis des armées en alerte, ont reculé et laissé leurs commandos chez eux, le social-impérialisme soviétique a dû affronter plusieurs grandes épreuves de forces avec son rival, et chaque fois a dû reculer.

A la fin des quatre premières visites de Kissinger après la guerre d'Octobre, les impérialistes américains ont amené le désengagement des troupes égyptiennes et israéliennes et rétabli des relations diplomatiques avec l'Egypte. Ils ont même eu le droit de participer aux opérations de remise en service du canal de Suez. Dès lors, une série de contacts directs et indirects allaient être pris avec les dirigeants d'un certain nombre de pays arabes, en particulier de la Syrie, où les combats avec l'Etat sioniste se poursuivaient depuis toujours.

Le cinquième voyage de Kissinger a été fait sur la base de cette brèche dans les relations qui unissaient les Etats arabes à son rival, le social-impérialisme soviétique. Cette fois-ci Kissinger a pris contact directement avec les dirigeants de Damas, ne manquant pas ainsi de provoquer l'énervement des révisionnistes soviétiques, qui ont dès lors insisté et proclamé sur tous les toits l'importante nécessité de leur participation aux « négociations ». Nous dirions plutôt aux marchandages entre les deux superpuissances dans le cadre de leur recherche de l'hégémonie au Moyen-Orient.

Après avoir intercepté Kissinger à Genève, Gromyko s'est précipité en Syrie le 5 mai pour essayer d'exercer quelques influences et de faire des pressions. Le 7 mai, Gromyko rencontra de nouveau le chef de file de la diplomatie impérialiste américaine à Nisosie, Chypre. Le 2 7mai, il se précipitait une fois de plus en Syrie, alors que Kissinger y était encore, pour « signifier cette mise en garde au secrétaire d'Etat américain : « L'U.R.S.S. ne doit pas être mise à l'écart d'une recherche d'un règlement au Moyen-Orient ».

Voilà qui révéla bien la faiblesse des positions soviétiques dans le cadre de la rivalité des deux superpuissances. Pour avoir le plus gros morceau, chacune des deux a lancé ses appats, pratiquant la surenchère pour obtenir la première place. Les U.S.A. avaient pris l'engagement d'accorder à l'Egypte un crédit de 250 millions de dollars et vient d'en proposer un à la Syrie de 100 millions de dollars comme « aide » à la reconstruction lorsque les forces israéiennes et syriennes seront désengagées. Notons d'ailleurs que les U.S.A. viennent d'accorder pour l'année fiscale 1974 un crédit à Israël de *350 millions de dollars* pour leur seule dépense militaire. La conclusion de l'accord a donc été accueillie avec satisfaction à Washington, essentiellement du fait de la position de Nixon extrêmement instable à l'intérieur du pays avec les révélations du Watergate liées au développement d'une crise économique et financière sans précédent depuis la dernière guerre.

Le social-impérialisme révisionniste soviétique de son côté a agi d'une façon beaucoup plus camouflée. Durant la guerre d'Octobre il n'a cessé de déclarer qu'il était « Le plus fidèle ami des peuples arabes et palestinien », mais en réalité il n'a fourni que peu d'armes, essentiellement des armes défensives, qui ont dû être payées comptant, obligeant certains pays arabes à emprunter des devises U.S. Puis les révisionnistes ont, suivant leurs seuls intérêts de grande puissance, imposés par la pression politique et militaire le cessez-le-feu aux pays arabes, agissant de concert avec l'impérialisme américain pour rétablir la situation, oh combien *profitable* de « ni guerre ni paix ».

Mais le révisionnisme soviétique qui colporte sa propagande mensongère de « détente, aide et coopération », a été démasqué par les peuples comme un ennemi autant redoutable que son concurrent à l'hégémonie, l'impérialisme U.S. Le journal koweitien *Al Rai Al am* a souligné dans son commentaire du 30 décembre dernier : « *L'Union Soviétique est un faux ami des Arabes, un loup vêtu de la peau du mouton. Les Soviétiques veulent nous persuader que leurs armes sont des moyens qui garantissent notre victoire, réduisant ainsi à néant le rôle héroïque des combattants arabes. Les Russes oublient qu'ils fournissent des hommes à Israël pour contrebalancer les armes défensives qu'ils nous ont envoyées.* » Puis il a ajouté : « *L'existence d'Israël est la justification de la présence soviétique dans le monde arabe, c'est pourquoi l'Union Soviétique ne veut pas éliminer Israël.* »

Voilà la réalité au-delà des belles paroles de soutien politique et militaire.

Gromyko, à l'image de son collègue U.S., s'est camouflé ces dernières semaines au Moyen-Orient pour avoir la voix au chapitre. Cependant nous pouvons dire que d'après les résultats et leur propre déclaration ça n'a pas été un succès.

Les prochaines visites annoncées par les représentants des deux supergrands montrent que la question fondamentale du Moyen-Orient n'est pas réglée : à savoir la question des droits nationaux du peuple palestinien.

Les manœuvres, les pressions et l'ingérence n'y peuvent rien. Qu'immanquablement le peuple palestinien recouvrira ses droits par une lutte acharnée. Qu'immanquablement l'unité des peuples arabes se renforcera.

CAMBODGE

Héroïque résistance des étudiants de Phnom-Penh

Des agences d'information occidentales rapportent que six cents étudiants se sont rassemblés aujourd'hui en fin de matinée dans une école supérieure et ont préparé une lettre au Premier ministre Long Boret de l'administration fantoche, exigeant la libération de quinze étudiants et de quatre enseignants appréhendés il y a une semaine. Le ministre de l'Education fantoche, Keo Sangkim, s'est empressé de venir endiguer l'action des étudiants. Ceux-ci lui ont demandé de signer la lettre, mais il a refusé. Son attitude a indigné davantage les étudiants. Al midi, la police a fait son apparition. Elle a ouvert le feu sur les étudiants après avoir usé de gaz lacrymogènes. Les étudiants ont alors bravement riposté. C'est au cours de violentes échauffourées que le ministre fantoche a été tué.

En dépit de la répression policière, les étudiants sont sortis de l'école pour manifester dans les rues.

Leur lutte et leurs revendications ont rapidement trouvé un large soutien. D'autres étudiants sont venus les rejoindre, portant le nombre des manifestants à plus d'un millier.

Il est rapporté que ces derniers jours, des manifestations étudiantes à Phnom Penh se sont succédées. Le 30 mai ,une centaine de lycéens ont organisé une manifestation devant le Q.G. de la police lonnolienne pour protester contre l'arrestation de soixante-dix étudiants le 26 mai.

Le 31 mai, quelque trois cents lycéens, au mépris de la " loi d'urgence " interdisant les manifestations, sont descendus dans la rue, scandant des slogans de protestation contre la clique Lon Nol. Après avoir réclamé devant le Q.G. de la police le relâchement immédiat des étudiants et des enseignants arrêtés, ils ont marché vers le ministère fantoche de l'Education où ils demandaient de rencontrer Keo Sang Kim, tout en scandant : " Le gouvernement (la clique Lon Nol) a trahi le peuple ". Ils sont venus ensuite devant le bâtiment du ministère fantoche de l'Intérieur. Sur les murs d'enceinte du bâtiment, ils ont peint des slogans, entre autres : " La détention des étudiants est lâche ", " Aussi longtemps que nos amis seront détenus, nous continuerons à nous mettre en action ". Le même jour, plus de six cents étudiants sont descendus dans la rue pour demander la libération de leurs camarades arrêtés.

Agence Chine Nouvelle.

Commandez notre brochure

CAMBODGE COMBATTANT

Prix : 4,50 F

Une lettre de représentant du peuple palestinien

Chers camarades et amis,

Nous voulons d'abord vous remercier de vos prises de positions honnêtes et justes sur le problème palestinien.

Suite aux derniers événements de Maalot, les Israéliens ont répondu par la volonté claire de génocide contre le peuple palestinien.

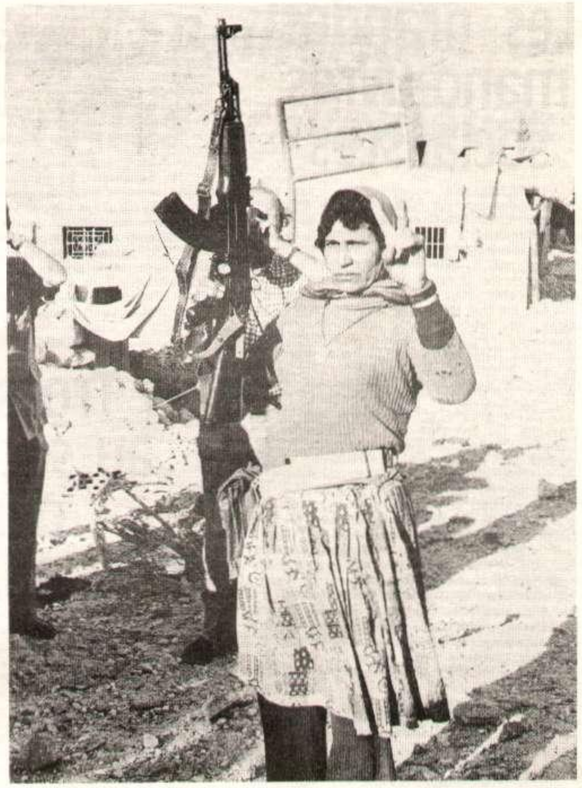
Les avions ennemis ont attaqué les camps de réfugiés, derniers lieux d'existence du peuple palestinien chassé de sa terre et privé de ses droits les plus justes et les plus élémentaires notamment sa nationalité et son existence nationale.

PHOTOS ENVOYÉES PAR L'O.L.P.

Des jouets explosifs : n'est-ce pas là des procédés hitlériens.

Civils palestiniens massacrés par les sionistes israéliens.

Cette jeune femme et son enfant ont été victimes des bombardements sionistes.



« Je résisterai. »

Des combattants palestiniens apprennent le maniement des armes.

Du 12 au 19 juin

8 JOURNÉES DE SOLIDARITÉ AVEC LES ENFANTS PALESTINIENS

(Exposition - exposition-vente - animation culturelle)

Les fonds et dons recueillis sont destinés à l'envoi de matériels pour les enfants palestiniens

CENTRE CULTUREL ALGERIEN

161 rue Saint-Jacques - Paris 5e

Les grandes manœuvres socialistes

En ce qui concerne le Parti socialiste, au cours de la réunion du comité directeur du P.S. le 25 mai, François Mitterrand a déclaré : « Dans le respect des organisations politiques et syndicales de la gauche, qui ont à déterminer elles-mêmes leurs méthodes et leurs objectifs, et m'exprimant en ma qualité de premier secrétaire du P.S., je souhaite que soit fixé au plus tôt le lieu de rencontre où les socialistes se retrouveraient avant de repartir ensemble vers l'étape nouvelle. » Il a donc déjà décidé qu'une délégation du P.S. rencontrerait le 29 mai une délégation du P.S.U. pour étudier la possibilité d'un projet nouveau de société. Pierre Mauroy voulait d'ailleurs la convocation d'états généraux de la gauche afin d'élaborer une charte de la gauche. De son côté le Centre d'Etudes, de Recherches et d'Education socialistes (C.E.R.E.S.), aile gauche du Parti socialiste, réclame qu'« un congrès national extraordinaire suive rapidement la rencontre socialiste entre responsables du P.S., du P.S.U., des syndicats et des associations populaires, prévue à l'automne, afin de faciliter le rassemblement des socialistes **dans la même organisation.** », souligné par nous). Le C.E.R.E.S. considère l'existence du P.S.U. en tant qu'organisation autonome comme ne se justifiant plus et demande purement et simplement sa dissolution dans le P.S. Ce qui, quoi qu'il en dise, n'est pas pour déplaire à Rocard. Dès le 26 mai, la direction politique du P.S.U. donnait son accord à la convocation d'assises nationales.

Mais, et le Programme commun, qu'en reste-t-il dans tout cela ?

Le C.E.R.E.S. a déclaré à ce sujet qu'il fallait que la gauche se devait « de mieux définir son projet de société » et a organisé un colloque sur « l'autogestion, le Programme commun, transition au socialisme ». Le P.S.U. a précisé que les assises nationales de la gauche devaient tenir compte non seulement des acquis du Programme commun, mais aussi de ceux de manifestes ou programme d'autres organisations de gauche. D'ailleurs, dès le 30 mai, Rocard devait déclarer à « Europe-1 », que le Programme commun vieillissait et était lié à une législature. Il devait dire peu après : « Il faut mettre en chantier quelque chose qui scelle l'unité de la gauche. Il va y avoir une rencontre des forces socialistes en vue de discuter d'un projet. Les discussions sont commencées. C'est une bonne nouvelle. » Edgar Pisani, qui veut constituer une « gauche libérale » n'avait pas dit autre chose la veille à l'association des journalistes économiques et financiers : « Il faut rendre le Programme commun plus solide, plus sérieux. » Cette politique de ralliement du P.S.U. à la gauche provoque quelques dissensions (il y en avait déjà eues lors de la candidature Piaget) : la fédération de Paris appelle à un congrès extraordinaire.

Quant aux socialistes, ils doivent fonctionner de conventions en rencontres nationales : une convention le 15 juin pour discuter de la situation actuelle, une rencontre nationale en octobre avec les autres forces socialistes dans le but d'un élargissement du P.S., une autre convention nationale sur l'autogestion, toujours en octobre. Au cours de la réunion de leur comité directeur, les socialistes ont mis en avant le programme socialiste sur le Programme commun, demandé l'adaptation de ce dernier aux exigences actuelles et l'intégration des propositions économiques de Mitterrand dans le programme. Mais dans la perspective d'un nouveau programme, « des éléments importants sont apportés par ceux qui se réclament du courant autogestionnaire dans ses composantes syndicales et politiques. » Alors, un nouveau programme va-t-il être élaboré, à la suite du ralliement de ce que l'on appelle le courant autogestionnaire et certains courants centristes ? Tout cela semble, malgré les prudences verbales, se faire en dehors du P.« C. »F., sous la direction du Parti socialiste. Cela lui permet d'essayer, et peut-être réussira-t-il, de s'affirmer comme le dirigeant réel de la gauche le seul capable de la réunir à l'extrême-« gauche » à son aile « droite ». D'autant par exemple que le 30 mai, des représentants de 34 fédérations du Parti radical, celui de J.J. S.S., se sont organisés pour rallier la gauche et présentent eux aussi un programme « libéral ».

Que répondent les révisionnistes à tout cela ? Léo Lorenzi, dans « France nouvelle » du 4 juin répond à la question de l'actualité du Programme commun en page 6 : « Ce programme serait-il dépassé, vieilli ? Consciemment ou pas, pareil argument aboutit, de manière oblique, à contester la valeur réelle des treize millions de voix de François Mitterrand. Il suggère que si le Programme n'avait pas existé, peut-être la majorité absolue aurait été atteinte. » Si Lorenzi était honnête, alors il avouerait que Mitterrand, selon ce qu'il écrit, se conteste lui-même ses propres voix. Et il n'est pas le seul : l'ensemble des forces « socialistes » extérieures au P.« C. »F. le fait. Les révisionnistes nient la division au sein de la gauche et de son programme, parce que l'admettre, ce serait reconnaître que le P.« C. »F. n'a plus ou perd le rôle dirigeant. Aussi Lorenzi envisage-t-il effectivement la modification de certains points du Programme commun et il explique que finalement, ce qui importe, c'est que la gauche veut un programme unique, sans préciser lequel.

L'« Union » de la gauche est aujourd'hui moribonde. Sa division se manifeste de tout côté, la lutte entre les partis n'est pas aussi « pacifique » que Mitterrand le dit. De là l'importance de la course actuelle aux adhésions afin d'instaurer de nouveaux rapports de force si cela est possible. Giscard le dit, un P. «C. » F. avec un électorat tombant à 15 ou 10 %, c'est l'alternance possible, la collaboration avec les socialistes, car la bourgeoisie française dans son choix d'un personnel politique ne réclame pas dans l'immédiat la venue au pouvoir des révisionnistes.

les Trotskystes au secours des révisionnistes

Les révisionnistes modernes entre autres, entretiennent au sein de notre peuple des illusions électoralistes et lui insufle des idées bourgeoises venimeuses sur la question du prétendu « passage pacifique du capitalisme au socialisme ». Leur objectif principal reste donc de perpétuer la politique de la bourgeoise, à sa demande ou non, de la maintenir en tant que classe dirigeante en combattant par tous les moyens le mouvement révolutionnaire des masses, le marxisme-léninisme et son Parti d'avant-garde. Avant-poste principal de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, le but du révisionnisme et des dirigeants du P. « C. » F. est de détourner les masses travailleuses de notre pays de la nécessaire révolution prolétarienne qui instaurera le socialisme garanti par la dictature du prolétariat. Arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme et l'organiser, voilà certes notre tâche principale. Mais le révisionnisme n'apparaît, certainement pas seulement par l'existence d'un parti révisionniste, le parti soi-disant communiste français. En dehors du parti du révisionnisme moderne, il existe d'autres courants authentiquement révisionnistes ou de soutien objectif aux révisionnistes. Ainsi, par exemple, que sont donc les trotskystes, de tous temps ennemis des plus acharnés du communisme, sinon également des révisionnistes, mais de type ancien ? Il est vrai que les trotskystes n'ont que peu d'influence dans les masses de notre pays, comparativement au P. « C. » F. Mais on ne doit pas négliger pour autant les couches non prolétariennes qu'ils pervertissent, principalement dans la petite-bourgeoisie intellectuelle. Car le rôle actuel des trotskystes, est de drainer autour d'eux le maximum de monde afin de les ramener dans le giron révisionniste. Le révisionnisme ancien est au service du révisionnisme moderne : il lui sert, qu'il le veuille ou non, de courroie de transmission. Aussi les dirigeants trotskystes, quelle que soit la IVe internationale à laquelle ils appartiennent, et cela est dans leur nature, se font-ils les agents et les serviteurs zélés des révisionnistes modernes. Cette complicité étroite entre les révisionnistes de tous poils est importante et nous devons en tenir compte d'un point de vue tactique : car aujourd'hui la lutte contre le trotskysme doit être comprise comme une forme, un aspect de la lutte contre le révisionnisme moderne. Lutter contre les valets trotskystes, c'est lutter contre leurs maîtres. Combattre et démasquer le trotskysme, c'est affaiblir d'autant ce poison bourgeois qu'est le révisionnisme moderne, c'est lutter contre les mêmes ennemis du marxisme-léninisme, ennemis de toujours, et qui toujours se sont parés des noms de Marx, d'Engels ou de Lénine pour mieux les combattre.

L'exemple le plus récent de cette complicité qui unit trotskysme et révisionnisme moderne, en sont les élections présidentielles. Nous ne parlerons pas ici des trotskystes lambertistes de l'O.C.I.-A.J.S. qui depuis longtemps sont à la remorque du P. « C. » F. et dès le premier tour avaient annoncé leur soutien inconditionnel au candidat Mitterrand. Rappelons que ces trotskystes avaient défendu les mêmes positions lors des législatives de 1973 : ils avaient alors appelé cela un vote « classe contre classe », bourgeoisie contre classe ouvrière. La seule chose qui les dérangeait était la présence au sein de « l'union » de la gauche des radicaux. Mais rassurons-les : de toute façon, en votant ainsi « classe contre classe », ce n'était pas pour la classe ouvrière qu'ils votaient. En ce qui concerne les autres trotskystes, ceux de « Lutte ouvrière » et du nouveau « Front communiste révolutionnaire », qui eux avaient présenté un candidat, bien qu'adoptant une démarche différente, l'objectif reste le même. Car que penser de gens qui ne cessent de crier au loup et finissent par appeler à se jeter dans sa gueule ? Une fois dans la gueule du loup, que l'on prétende avoir avec soi son armure ou pas, on est mangé de la même façon, et ici, la machoire du loup aurait été le P. « C. » F., parti dont la venue, d'une manière ou d'une autre, à la tête de l'appareil d'état, leur permettrait l'instauration d'un régime social-fascistes que seul la révolution prolétarienne et le parti d'avant-garde de la classe ouvrière pourraient abattre et non un débordement sur la « gauche » fondé sur un rapport de force inexistant surtout voulu comme un moyen de pression. Les motivations opportunistes qui font voter les trotskystes « union » de la gauche ont de toute façon un résultat objectif unique : celui d'un soutien aux illusions électoralistes propagées par les révisionnistes modernes, soutien au but du P. «» C. » F. de livrer la France, politiquement, économiquement ou si cela est nécessaire, militairement, à la botte des sociaux impérialistes russes.

Les marxistes-léninistes doivent donc combattre les trotskystes non seulement comme courant révisionniste ancien, mais aussi comme courant dirigeants de soutien au révisionnisme moderne, ces deux aspects du trotskysme étant intimement liés l'un à l'autre.

le troisième tour des partis de "gauche"

Après le deuxième tour des élections présidentieles, les partis de l'« Union » de la gauche se sont lancés dans des campagnes tous azimuts d'adhésion. Ainsi les révisionnistes ont-ils donné le départ d'une campagne nationale d'adhésion. De même François Mitterrand, au cours d'un entretien avec le rédacteur en chef du Nouvel Observateur a-t-il déclaré dans le n° 498 de cet hebdomadaire, qu'il « ... souhaite orienter le Parti socialiste vers de nouveaux élargissements, dans le cadre de la stratégie adoptée à Epinay en 1971. Nous préparons, pour octobre, des assises dont l'envergure et la portée montreront que la campagne présidentiele, loin d'être une fin en soi, a débouché sur de nouvelles et puissantes perspectives. » Le souci dominant des socialistes aujourd'hui est donc non seulement de canaliser et de contrôler l'ensemble de l'électorat socialiste, mais aussi d'élargir le Parti lui-même, d'en faire un parti de militants, afin de réaliser l'espoir de nombreux socialistes : faire du Parti le n° 1 de la gauche à tous les niveaux, l'élément moteur du programme commun, acquérir le rôle dirigeant. Enfin les radicaux de gauche eux-mêmes ont lancé le 29 mai un « appel aux centristes de gauche » invitant toutes « ...les forces de la gauche libérale qui se reconnaissent dans l'humanisme radical pour renforcer le troisième grand courant de la gauche ». C'est l'heure de l'unification là aussi.

A paraître prochainement

LE SOCIAL-IMPÉRIALISME DANGER PRINCIPAL EN EUROPE

(brochure reprenant les principaux articles de l'« H.R.» de septembre 1973 à février 1974)

PASSEZ VOS COMMANDES !

ALBANIE

Vive la dictature du prolétariat !

Un ouvrier expérimenté éduque un apprenti.

L'édification du socialisme n'est pas l'œuvre d'une poignée d'individus mais celle des larges masses guidées par leur parti. C'est tout un peuple qui marche de l'avant, mobilisé, éduqué par le parti, pour :

— Défendre la patrie socialiste ;

— L'étude ;

— Développer la production.

L'unité d'acier entre le parti et le peuple est indispensable pour construire le socialisme, pour vaincre tous les ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur.

La bourgeoisie capitaliste entretient la peur du socialisme, déforme les luttes des travailleurs, dans sa presse, sa télé, sa radio... Tout renforcement du socialisme est un coup porté à l'impérialisme, à la bourgeoisie. Les travailleurs manuels et intellectuels auront leurs droits seulement en ayant le pouvoir d'Etat, en dirigeant eux-mêmes toutes les affaires du pays. Ainsi le peuple albanais, après avoir détruit de fond en comble les structures féodalo-bourgeoises, a pu mettre en place de nouvelles structures permettant un développement progressif au service de l'homme. L'homme nouveau, socialiste, est né de la réforme agraire, de l'industrialisation planifiée, de l'éducation marxiste-léniniste.

Des ouvriers pendant la lecture du journal du « Front démocratique ».

L'industrialisation

L'homme nouveau se trempe dans les actions de tous les jours. Ainsi en construisant le complexe métallurgique d'Elbasan qui comptera douze mille ouvriers lors de sa mise en marche en 1975 ; et cela sans expérience préalable.

A ce sujet, le camarade Enver Hoxha a déclaré que lorsqu'il sera terminé, ce sera la deuxième libération de l'Albanie.

Les usines s'agrandissent chaque jour, j'ai pu le constater notamment à la Tréfilerie de Shkodra, à l'usine « Tractori » de Tirana que j'avais visitées en 1971. De nombreux ateliers sont créés. A Tractori : 1 700 ouvriers en 1971, 2 000 actuellement, 3 000 à la fin de l'année. A noter d'ailleurs que la plupart des grandes entreprises actuelles étaient à l'origine de petits ateliers. Par exemple le grand combinat de matériaux de construction, près de Tirana, portant le nom de « Josif Pashko » (membre du bureau politique, héros du travail). Il a été créé il y a douze ans, à partir d'un petit atelier, au moment du blocus impérialiste-révisionniste. Il y a maintenant 1 400 ouvriers, cinq fabriques plus les secteurs auxiliaires. Le 5e plan quinquenal a été réalisé avec *un an et deux mois d'avance*, grâce aux améliorations techniques (mécanisation du processus) faites par les travailleurs eux-mêmes, et par l'émulation socialiste. Sous la dictature du prolétariat, la mécanisation libère l'homme au lieu de l'asservir. Il y a beaucoup de perspectives de développement. De grandes réalisations ont déjà été faites, entre autre l'hydro-centrale Mao Tsé-toung, et une des réalisations les plus significatives c'est le complexe industriel (énergétique) de Fieri. Il comprend : une usine de production d'azote et d'engrais chimiques, une raffinerie de pétrole, une thermo-centrale électrique. Il n'est pas inutile de noter qu'il y a des rencontres entre les travailleurs de l'usine d'engrais et les paysans qui utilisent ces engrais. Les travailleurs de l'usine forment les paysans à l'utilisation de l'engrais et les paysans font des critiques et des suggestions pour améliorer la qualité. D'ailleurs il y a des fermes expérimentales gérées par l'usine dans lesquelles sont étudiés tous les problèmes touchant à l'utilisation et à l'amélioration des engrais.

Ainsi l'Albanie, dans un domaine capital comme celui de l'énergie, d'une part se suffit à elle-même et ainsi ne dépend plus des puissances impérialistes, d'autre part se situe en position de force par rapport à la « crise de l'énergie » rencontrée dans les pays impérialistes.

Dans tous les domaines, c'est l'intérêt général, celui des larges masses qui est mis en avant, et non l'intérêt personnel. Les plans sont établis selon les besoins du pays et du peuple et non dans la recherche du profit, de l'accumulation du capital. Le niveau de vie des masses albanaises s'élève constamment. Le Parti du Travail d'Albanie applique une ligne de masse, par l'intermédiaire des Unions professionnelles (syndicats) et des nombreuses organisations de masse.

L'établissement du plan

L'établissement du plan se fait selon le principe du centralisme (pour le faire appliquer) et de la démocratie pour son élaboration.

L'objectif reste toujours le *quinquennat*.

C'est le gouvernement et le comité excécutif qui donnent les grandes lignes du plan. Il est élaboré, discuté, amendé à différents niveaux : états-majors du district, de fabrique, dans chaque brigade. C'est l'organisation du Parti qui dirige le travail, ainsi que l'Union professionnelle. La fabrique élabore son plan annuel et quinquennal, en tenant compte des besoins généraux, en l'adaptant aux conditions spécifiques.

Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui se rendent compte des progrès techniques, c'est donc à eux qu'est due la réalisation des plans, les normes de production (les cadences, si l'on peut dire !). Le plan est souvent dépassé car il y a de nombreuses innovations techniques qui surviennent. Ce sont les ouvriers qui dirigent, le directeur (élu par les ouvriers) ne peut rien sans eux mais collabore avec eux, en rendant des comptes chaque mois sur la réalisation des tâches.

L'éducation marxiste-léniniste donne un niveau de conscience politique et idéologique élevé qui permet une importante mobilisation. Le haut niveau de conscience professionnelle est lié à cela et au fait que toute élévation de la production renforce la dictature du prolétariat, sert les intérêts du peuple.

Comme l'a dit le directeur d'une usine : « Jamais nous ne séparons l'éducation technique de l'éducation politique. Sans une conscience socialiste élevée il n'y a pas d'émulation et de progrès durable. Nous ne voulons pas dégénérer, c'est pourquoi nous renforçons la conscience socialiste selon les directives du camarades Enver, en expliquant clairement et franchement à toute l'usine les problèmes à résoudre, ce qui va et ce qui ne va pas (...) En vérité, le stimulant matériel exalté par les révisionnistes favorise l'égoïsme et l'individualisme, il contribue à rétablir et renforcer les couches privilégiées dans les pays révisionnistes. » Dans les pays révisionnistes (U.R.S.S., Pologne, Tchécoslovaquie, etc.) la naissance d'une nouvelle bourgeoisie composée de cadres dirigeants politiques ou industriels qui méprisent les masses, se croient supérieurs à elles. Ils s'attribuent eux-mêmes de gros salaires. Un exemple, en U.R.S.S., un ingénieur en chef d'une fabrique d'articles en plastique a « fixé » son salaire à 1 400 roubles, contre 70 à 80 pour des techniciens ordinaires et 60 à 70 pour un ouvrier. Le travail pour « le rouble » a remplacé le travail pour le communisme !

Claude Lebrun.

Abonnez-vous à :

ALBANIE AUJOURD'HUI

1 an : 15 F

Adressez vos commandes à
E. 100 - 70 rue de Belleville
75020 Paris

Succès du meeting "quelle voie prendre" à Grenoble

Vendredi 7 juin, le meeting « Quelle voie prendre ? » organisé par « l'Humanité rouge » avec la participation de la Gauche révolutionnaire (marxiste-léniniste) de Grenoble s'est déroulé avec plein succès.

125 personnes y ont participé, suivant avec une grande attention les cinq interventions.

Après un bilan local du travail des militants de « l'Humanité rouge », et une intervention d'un camarade au nom de la direction nationale de la G.R., un camarade de la G.R. de Genoble a présenté une autocritique publique de son organisation.

Puis, un message de l'Union des étudiants turcs dénonçant la féroce répression qui s'est abattu contre les militants patriotiques turcs en Allemagne de l'Ouest a été lu par un camarade du Comité anti-impérialiste de Grenoble.

Deux interventions enfin, ont exposé la ligne de « l'Humanité rouge » ; dans l'une, une camarade a exposé les grands traits de la situation internationale et nationale à l'issue des élections présidentielles ; dans l'autre, le camarade Lebrun a traité de l'édification du Parti du prolétariat, évoqué ses luttes de ligne et insisté sur son enracinement et ses batailles au cœur des entreprises.

Ci-dessous, nous publions quelques extraits de l'autocritique publique de la direction de ville de la G.R. (M.-L.) de Grenoble : évoquant la période où la G.R. (M.-L.) de Grenoble était sous l'emprise idéologique de « Vive la révolution », et puis de la « Cause du Peuple », il a dit :

« Nous avons participé — et même animé — le journal « Vérité Rhône-Alpes » en commun avec les militants de la « Cause du peuple ». Sous le prétexte de donner la parole aux masses en lutte, « V.R.A. » développait dans la classe ouvrière, les idées de la petite bourgeoisie, niait la nécessité de l'organisation et prônait la fusion des mouvements de masse d'où sortirait miraculeusement l'avant-garde de la révolution... »

Dans les usines : **« Notre intervention se bornait aux seuls problèmes économiques vus à travers notre optique de gauchistes petits-bourgeois qui prétendaient que les luttes contre les chefs antihiérarchiques) étaient les plus importantes. Nous attaquions globalement les syndicats — aussi bien les dirigeants que la masse des syndiqués — et appelions les ouvriers à quitter les syndicats pour rejoindre un hypothétique « Comité de lutte » qui n'était en fait qu'un nouveau syndicat minoritaire. »**

Puis après septembre 1972, les militants de la G.R. (M.-L.) participent avec « Prolétaire ligne rouge » et « Front rouge » à un « collectif marxiste-léniniste » ; mais leur pratique restait **« fondamentalement dans la même ligne » :**

« Nous avons refusé de travailler dans les syndicats, développant la théorie que les syndicats étaient des formes d'organisation historiquement dépassées, qu'ils étaient totalement intégrés. Cette théorie gauchiste avait pour conséquence d'abandonner à l'influence des révisionnistes et des réformistes les larges masses ouvrières se trouvant dans les syndicats... En refusant d'attaquer les révisionnistes là où ils sont, là où ils sont influents, c'est-à-dire dans les syndicats et en tout premier lieu dans la C.G.T., nous faisions en fait, quelques soient nos belles paroles, le jeu des révisionnistes.

» Nous avons développé notre travail en direction des couches les plus exploitées de la classe ouvrière : immigrés, O.S., jeunes, femmes prétendant que c'étaient les plus révolutionnaires puisque les plus durement exploitées. En fait cette attitude revenait à diviser la classe ouvrière... Cette attitude de division faisait également le jeu du révisionnisme : en développant notre travail en direction des couches de la classe ouvrière les moins influencées par le révisionnisme, nous refusions encore une fois de combattre le révisionnisme là où il est fort et influent, de l'attaquer de front.

Nous voyons donc que la ligne suivie par la G.R. de Grenoble était en fait une ligne de composition avec le révisionnisme. Car c'est le propre des groupes gauchistes de ne pas attaquer de front le révisionnisme, d'en faire le jeu. »

Le camarade en a donné encore deux exemples de cette attitude, lors des législatives de 1973 et lors de la manifestation du 6 décembre 1973.

Puis il a parlé de la lutte de classes acharnée qui s'est déroulée dans les rangs de la G.R. (M.-L.) depuis septembre 1973, et indiqué dans sa conclusion :

« Ainsi une organisation antiparti et servant la division va disparaître, et c'est une excellente chose ! Ainsi ses militants vont se placer sous la direction de l'avant-garde et c'est une excellente chose ! Cela montre que le courant d'unité des marxistes-léninistes au sein de l'Avant-garde progresse et est irréversible. »

Parution d'« H.R. » en été

Comme chaque année à la même période qui englobe la période, du mois d'août. « L'Humanité rouge » vu ses frais généraux énormes, envisage la périodicité de sa parution. L'expérience des quatre années passées nous indique (voir courbe des ventes) qu'à partir du mois de juillet et quelque fois du mois de juin les ventes tant militantes que par N.M.P.P. tombent en flèche pour ne repartir que vers le 15 octobre avec une nouvelle baisse moins forte vers la mi-décembre jusqu'au 15 janvier environ. Ceci est constaté depuis plusieurs années même lorsque nous sortons un numéro fin juillet ou au début août la vente de ce numéro est pratiquement nul à cette période. Ceci est dû à plusieurs facteurs : d'abord nos militants vendeurs dans une bonne proportion travaillant pendant toute l'année prennent un temps de repos bien mérité, à l'époque de l'année où la majorité des masses est elle-même soit au repos dans leur famille, soit en déplacement.

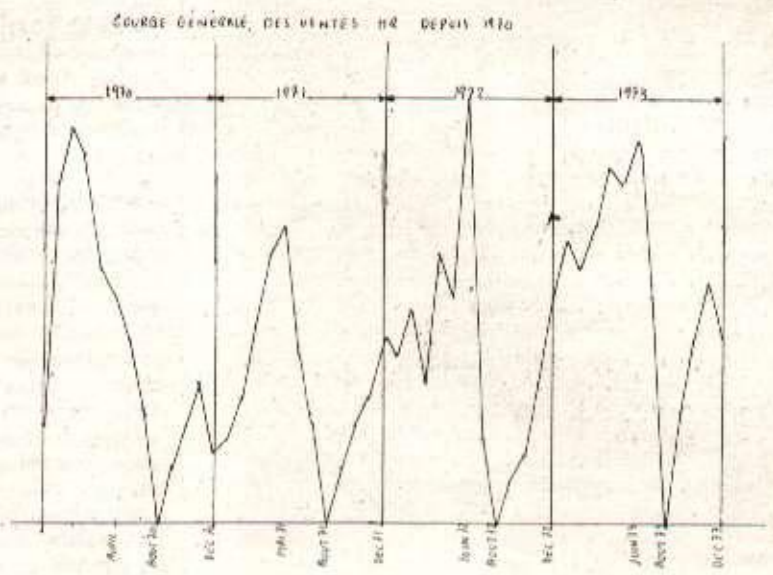
Un autre facteur qui intervient à cette époque de l'année est que les kiosques et dépositaires N.M.P.P. sont également eux-mêmes en repos. Du fait que nous vivons encore dans ue société capitaliste, la mobilisation des masses a des événements politiques plus ou moins importants est beaucoup moins importante.

Si le politique doit être au poste de commande, il n'en est pas moins vrai que l'économique a aussi une part dans le choix que nous faisons. Il est bien évident que si des événements politiques importants survenaient au mois d'août par exemple, nous ferions le nécessaire pour répondre à cet événement. Mais à l'heure actuelle, vu le prix de revient d'un numéro d' « H.R. » pour 12 pages : près de 1 millions d'A.F., nous envisageons pour ne pas aggraver les dettes de « l'H.R. » de ne sortir que deux numéros en juillet, le 3 juillet et le 31 juillet pour tout le mois d'août, en juin et septembre sortir des numéros de 8 pages au lieu des 12 pages habituelles et reprendre nos 12 pages habituelles vers le 15 ou 20 septembre.

Nous pensons que tous nos camarades et amis lecteurs comprendrons, que ne paraissant que grâce à la vente du journal, et au soutien financier de la classe ouvrière nous n'avons pas le droit de gaspiller, nos ressources par la sortie de numéros invendus qui font une perte sèche de plusieurs centaines de milliers de francs.

Mais nous pensons également que nos camarades diffuseurs d' « H.R. » et nos lecteurs continuerons leurs efforts pour faire connaître notre presse, développer la vente d' « H.R. », prendre en main le problème des abonnements de masse à notre presse et faire ainsi que notre presse se développe de plus en pour éviter ces chutes brusques de juillet et d'août par exemple.

Courbe générale des ventes depuis 1970



FAISONS DES EFFORTS !

Camarades, amis lecteurs, sympathisants ne relâchons pas notre effort pour soutenir financièrement notre presse comme chacun sait, qui est restée fixée à 2 F le numéro par semaine, malgré la hausse en flèche des prix de revient : papier, + de 30 % depuis le début de l'année ; impression du journal + de 5 % ; frais de transport, de stockage par N.M.P.P., frais d'administration près de 10 % supplémentaires par rapport à l'année dernière: Aussi pour aider à la diffusion de notre presse, « l'Humanité rouge » maintient le journal à 2 F le numéro, aussi longtemps que cela sera possible, mais il est bien évident que chaque semaine il nous faut trouver plus d'un million d'anciens francs rien que pour le journal avec les frais d'expéditions, et ce ne peut être que par l'effort collectif de tous que nous parviendrons à conserver le prix actuel de notre journal.

Or, nous pouvons constater que les semaines ou la souscription est inférieur à notre objectif de (3 000 à 3 500 F) sont plus nombreuses que celles qui dépassent ces chiffres moyens. Aussi camarades, sympathisants, amis lecteurs ne relâchons pas notre effort pour la seule presse communiste de France.

Intensifions notre campagne abonnement propagande et notre soutien financier.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

C.D.H.R. Lissagaray (avril-mai)	60
1 ancien déporté ami de Staline	5
1 sympathisant isolé	1
1 ménagène portugaise	0,50
C.D.H.R. Staline S (mai)	195
Souscription permanente	100
Souscription H.R.	191
Souscription permanente	50
Souscription en timbres	200
C.D.H.R. Dombrovski	208,85
Versement juin et juillet des anciens résitants	50
G.B. et M.B. contre le révisionnisme moderne	50
Soutien permanent Roger	50
1 enseignant	3
1 lycéenne	3
C.D.H.R. G.-Tautin M. Soutien à l'Avant-garde M.-L.	24
1 couple de sympathisants V	3
C.D.H.R. Guy-Moquet	2
C.D.H.R. J.-Baillet	250
C.D.H.R. Dallidet	17
C.D.H.R. E.-Varlin	29
C.D.H.R. Stalingrad	38
C.D.H.R. Balagne	320
C.D.H.R. Haplot	30
C.D.H.R. Dimitrov	50
C.D.H.R. Cafret	15
C.D.H.R. J.-P.-Timbaud	2,50
Soutien à H.R. pour lutter contre le révisionnisme E.J.P.	20
C.D.H.R. E.-Pottier B.	300
C.D.H.R. S.-Labourbe B.	200
1 immigrée espagnole	3
1 immigrée espagnole	3
Soutien à H.R.	3
Soutien à H.R.	1,40
Collecte à meeting	82
Souscription en timbres	75,50
Soutien à H.R.	0,87
1 postier communiste	24
C.D.H.R. Louise-Michel	20
Souscription du C.R. de l'H.R.	430
Total semaine	3 110,62
Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	470 450,62

ST-ETIENNE — **Vendredi 14 juin 20 h - Bourse du Travail**

MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE CAMBODGIEN

organisé par l'Humanité rouge,

avec la participation du C.I.L.A.

- Présence d'une délégation du F.U.N.K.
- Projection du film du retour historique de Sihanouk dans les zones libérées

Réponse à un lecteur à propos de la participation des marxistes-léninistes aux élections

Un jeune métallo nous écrit : **« J'ai lu pendant toute la campagne présidentielle les numéros de « l'H.R. ». Je suis fondamentalement d'accord avec votre analyse et la position que vous avez adoptée pour le vote. Je fais cependant quelques réserves et je compte sur vous pour m'éclairer.**

« Pourquoi les marxistes-léninistes de « l'H.R. » n'ont ils pas présenté de candidat ? Je ne pense pas que ce soit être partie prenante de la farce électorale que de présenter un candidat communiste **avec deux possibilités : soit d'appeler au premier tour à voter pour lui pour se compter (voir ce que disait Lénine) ; soit d'appeler à l'abstention dès le premier tour mais de se servir des mass media de la bourgeoisie... »**

Voilà une question qui nous a souvent été posée. Notre correspondant est d'accord avec notre lutte antiélectoraliste et notre mot d'ordre tactique d'abstention. Mais il estime que cette position de fond ne devait nullement nous empêcher de présenter un candidat. Il pose le problème de la seule utilisation des moyens d'information de la bourgeoisie : et il est vrai que pour une élection **présidentielle,** la question de la participation **se réduit** pratiquement à cette question-là, puisqu'on ne saurait faire élire un président marxiste-léniniste...

Disons d'abord que, pour les marxistes-léninistes, participer ou non aux élections bourgeoises n'est pas une question de principe. La question de principe est la suivante : comment combiner les formes légales et illégales de lutte, l'action à l'intérieur et à l'extérieur des institutions bourgeoises afin d'éclairer les éléments d'avant-garde de la classe ouvrière, puis les larges masses pour hâter le déclenchement de la révolution prolétarienne. La réponse tactique à cette question varie **selon les circonstances** : ce n'est donc pas par principe que nous ne présentons pas de candidats aux élections.

Ceci étant dit, avant de décider quelle position tactique prendre à l'égard des élections les marxistes-léninistes tiennent compte de divers facteurs. Et nous devons dire clairement que **l'utilisation des moyens d'information** de la bourgeoisie est un facteur extrêmement **secondaire.** Une grande confusion existe à propos de la thèse de Lénine sur l'utilisation des institutions de la bourgeoisie, en particulier du Parlement. Lénine n'a jamais dit qu'il fallait participer aux élections pour se compter, **ou pour utiliser les moyens d'information** de la bourgeoisie. Le but fixé par Lénine est beaucoup plus élevé, beaucoup plus difficile à atteindre : alors que le parlementarisme n'a pas encore fait son temps dans l'esprit des larges masses, il s'agit, selon Lénine, de créer une fraction communiste dans les parlements bourgeois afin de pouvoir, le moment venu, briser le Parlement de l'intérieur et de l'extérieur, étant entendu que l'action extra-parlementaire des masses est l'élément déterminant. Voilà la position fondamentale de Lénine, qui ne prend d'autre part en considération l'utilisation de la campagne électorale que pour la raison suivante : lors de la campagne, les masses ont l'esprit tourné vers quelques questions politiques au sujet desquelles le Parti peut **intensifier** son agitation-propagande. Mais il peut le faire **même sans présenter de candidats** : par exemple, lors du **boycott** de la Douma de Boulyguine, en 1905, Lénine indiquait que la période électorale était une bonne occasion de **« faire une large agitation en faveur de l'insurrection »** (tome 9, page 185) et il préconisait en particulier d'aller agiter les idées révolutionnaires dans les réunions électorales des autres partis.

Peut-on présenter un candidat aux présidentielles uniquement pour utiliser pendant une heure et quelques minutes la télévision bourgeoise ? Certainement pas ! Au lieu de combattre la confusion, nous l'aurions aggravée non seulement chez les larges masses, mais encore et surtout chez l'avant-garde conscience du prolétariat qu'il s'agit, et c'est là notre tâche principale, de rallier au marxisme-léninisme. Lénine a indiqué que conquérir idéologiquement l'avant-garde prolétarienne, **voilà le principal** : sans cela, on ne saurait **« faire même un premier pas vers la victoire ».** Or cet objectif ne peut être atteint « sans une victoire **complète** idéologique et politique sur l'opportunisme et le social-chauvinisme » (tome 31, page 89). Aujourd'hui, le révisionnisme moderne n'est pas **encore** défait idéologiquement et politiquement, l'avant-garde prolétarienne n'est pas **encore** arrachée à l'influence du révisionnisme moderne. L'utilisation pendant soixante-cinq minutes de la télévision bourgeoise aurait-elle hâtée la conquête idéologique de l'avant-garde, ou bien l'aurait-elle retardée ? Nous pensons qu'elle l'aurait retardée, ne serait-ce que parce que le candidat doit signer une profession de foi dans laquelle il s'engage à respecter la constitution et les institutions bourgeoises — or c'est précisément à propos de ces questions-là qu'il faut créer une nette ligne de démarcation entre marxisme-léninisme et révisionnisme moderne.

Si, à côté des trotskystes qui proclamaient : comptons les « voix révolutionaires au premier tour et votons Mitterrand au second, si nous avions dit : comptons les « voix révolutionnaires » d'abord, puis abstenons-nous, nous aurions jeté la confusion et ni les larges masses, ni les travailleurs conscients ne nous auraient compris. Lutte anti-électoraliste, abstention, donc non-participation : cette attitude claire, logique, conséquente nous a permis et nous permet, bien qu'étant à contre-courant, d'ébranler les convictions électoralistes d'un certain nombre de travailleurs conscients et de les éloigner un peu plus de l'influence néfaste du révisionnisme moderne.

LIBRAIRIE
LES HERBES SAUVAGES
70 rue de Belleville
Paris 20e

QUELQUES TITRES SUR NOTRE RAYON

« Histoire des mouvements ouvrier, socialiste, communiste »

P. Kessel : Le prolétariat français avant Marx	33,00
Grandjonc : Marx et les communistes allemands à Paris	40,00
Le conseil général de la 1re Internationale	13,50
Le congrès de La Haye de la 1re Internationale	16,00
P. Lafargue : Textes choisis	12,00
J. Guesde : Textes choisis	5,00
Demmanget : Blanqui	9,70
J. Bron : Histoire du mouvement ouvrier français (3 tomes)	67,50
Les 4 premiers congrès de l'Internationale communiste	18,00

MARTINIQUE

Répression colonialiste

Camarades

J'ai l'honneur de vous transmettre les remerciements le plus chaleureux du comité de grève des travailleurs agricoles de la Martinique et de tous les ouvriers agricoles, pour le soutien matériel et surtout politique, que vous nous manifestez durant toute dificile mais combien enrichissante période ; votre mandat de 2268,55 F, nous sera d'un grand secours dans la ferme lutte que nous menons contre la répression colonialiste.

Vous en connaîtrez les principaux aspects dans la lettre ouverte ci-jointe.

Nous apprécions beaucoup l'internationalisme prolétarien dont vous n'avez cessé de faire preuve à l'égard des peuples opprimés.

Notre ennemi est le même, l'impérialisme français.

Ensemble, vous à l'intérieur, nous à l'extérieur nous l'abattrons.

Le trésorier
Comité de grève de la martinique.

Le grand mouvement de masse de janvier-février (grève du bâtiment, de « France-Antilles », de la Cartonnerie, grève générale du 12 février 1974, etc.) et particulièrement la grande grève des ouvriers agricoles ont secoué le pouvoir colonial dans ses fondements mêmes, en s'opposant à l'exploitation féroce des capitalistes dans le secteur où ils font le plus de surprofits : le secteur de la banane.

Aujourd'hui le pouvoir colonial cherche à réprimer par tous les moyens les ouvriers agricoles et les patriotes qui les ont soutenus.

Après le massacre de Chalvet, les provocations policières et les incarcérations, les colonialistes sont en train de préparer un vaste complot contre ces travailleurs en lutte.

Mais le peuple est vigilant.

Déjà, le 24 avril 1974, au procès de Ferdinand les travailleurs ont manifesté en masse autour du palais de Justice. Ainsi, le procès du 3 mai (Ferdinand, Fonsat, Cabort, Crétinoir, Zamord) n'a pu se dérouler à huis-clos comme le souhaitaient les juges, grâce à la détermination populaire ; il a été renvoyé jusqu'au 28 juin 1974, le pouvoir espérant d'ici là une démobilisation des travailleurs. Tous les patriotes et travailleurs épris de justice lui montreront qu'il se trompe.

De plus, Ferdinand et Cabort sont à nouveau inculpés pour « propagation de fausse nouvelle ». L'acharnement avec lequel la justice coloniale poursuit ces patriotes montre que l'objectif du pouvoir est de bâillonner à tout prix ceux qui aident les masses à s'organiser.

C'est ainsi que 7 des rescapés de Chalvet, parmi lesquels 3 blessés graves (Cyrille, M. et Mme Cabrimol, Crétinoir, Rastoc, Colotroc et Rosaz) sont inculpés pour « violence à agent », « attroupement armé », et « violence menée à force ouverte », alors que ce sont les chiens-kaki qui ont lâchement assassiné nos frères en grève.

Non content de les inculper parce qu'ils étaient en grève, le juge d'instruction, vieux serviteur zélé du pouvoir colonial est allé jusqu'à placer Crétinoir, Mme Cabrimol et Rosaz sous contrôle judiciaire. A Mme Cabrimol et à Crétinoir il est interdit de se trouver dans toute manifestation ou réunion publique, dans toute réunion syndicale. A Rosaz il est interdit d'aller dans certaines communes, alors qu'ils n'ont été condamnés par aucun tribunal. Rien ne justifie l'application de ces mesures d'une exceptionnelle gravité.

La volonté délibérée des juges est de :

— Couper les masses laborieuses de leurs dirigeants et des intellectuels honnêtes ;

— Incarcérer sans motif ces combattants d'avant-garde, en effet, si l'un de ces camarades est surpris dans une réunion publique, il peut être immédiatement enfermé.

Le colonialisme nous montre son vrai visage.

D'autant plus que Renard et sa bande continuent à faire régner la terreur au « Marigot », au vu et au su de tous. C'est ainsi que dimanche 19 mai 1974, après le résultat des élections présidentielles françaises, toute la bande, tels des chiens enragés et sous la direction personnelle de Michel Renard s'est déchaînée.

Trois ouvriers agricoles du Comité d'habitation du Marigot ainsi que leur famille ont été lâchement agressés, et leurs maisons saccagées et détruites. Des plaintes ont été déposées.

Nous appelons tous les travailleurs et les démocrates martiniquais à faire preuve de vigilance, à manifester leur solidarité le 28 juin 1974 afin de déjouer le complot colonialiste !

Union patriotique de solidarité aux ouvriers agricoles (U.P.S.O.A.)

IRLANDE

NOUVEAU CRIME DE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE

La semaine dernière, alors que nous vous informions de la grève de la faim des sœurs Price et de leurs deux camarades, l'état des deux autres patriotes irlandais emprisonnés en Angleterre, également grévistes de la faim, se dégradait. L'un d'entre eux, Michael Gaughan, vingt-quatre ans, est mort d'une pneumonie contractée en prison, à l'île de Wight, où il était tenu au secret, juste avant son transfert d'urgence à l'hôpital de la prison.

Le dernier message de M. Gaughan fut pour le Mouvement Républicain Irlandais, à qui il déclarait : « Je n'ai pas peur de mourir. Je n'arrêterai pas ma grève de la faim. Je suis heureux de mourir pour l'Irlande. Continuez le combat jusqu'à la victoire ! »

Devant ce nouveau crime de l'impérialisme britannique, les réactions ont déjà été nombreuses, et l'enterrement de M. Gaughan a rassemblé des milliers de patriotes. Devant la consternation et la colère du peuple irlandais et de l'opinion internationale, il semblerait que le gouvernement britannique — gouvernement impérialiste et criminel — ait dû céder devant les justes revendications des autres grévistes de la faim : transfert en Irlande du Nord, d'ici la fin de l'année.

Correspondant H.R.

Il est urgent de combattre la menace social-impérialiste en Europe

Ce que nous disions du danger social-impérialiste en Europe suscite bien des questions, des doutes, des incompréhensions, des objections chez nos lecteurs, chez nos amis. Beaucoup — pour ainsi dire tous — ont ouvert les yeux sur la nature réactionnaire et agressive de l'impérialisme américain ; ils voient bien que les Etats-Unies en proie à de graves difficultés, veulent faire main basse sur l'Europe, qu'ils y ont emprisonné l'Europe de leur capitaux comme l'araignée des mailles de son filet. Beaucoup sont convaincus que « l'U.R.S.S., ce n'est plus le socialisme, qu'elle s'est embourgeoisée... ». En tirer les conséquences, toutes les conséquences, leur semble difficile, douloureux pour certains. Quelles sont leurs objections ?

Une armée impérialiste

Première objection : « *L'U.R.S.S. n'est pas un pays agressif ; son armée, lui sert à la défense ; les Etats-Unis sont dangereux ; à l'heure de la détente, il faut à l'U.R.S.S. un gros potentiel militaire.* »

● Une armée d'agression

On est tenté de dire aussitôt : « Et la Tchécoslovaquie ? » La prise en mains, une nuit d'août 1968, par les blindés soviétiques, de tous les points stratégiques de Tchécoslovaquie en dit assez long déjà. La « patrie soviétique » était-elle menacée ? Non, personne ne l'a jamais prétendu ! Il s'est bien agi d'une agression caractérisée

Et qui n'est pas un fait isolé : « En toutes circonstances, l'armée de terre et l'armée soviétique peuvent lancer des offensives très rapides et d'une grande profondeur, et peuvent atteindre avec succès leurs objectifs tactiques et stratégiques », écrit la revue soviétique *communiste* n° 3 - 1974. Voilà qui donne tout son sens au formidable essor de la marine de guerre social-impérialiste qui sillonne *en permanence, tous* les océans et *toutes* les mers du monde, hors des eaux territoriales soviétiques, il y a au moins cent trente bâtiments militaires — il y en avait neuf, il y a dix ans. Voilà qui donne tout leur sens *aux manœuvres incessantes* — la dernière vient de se dérouler au large de la Grande-Bretagne avec plusieurs sous-marins, deux croiseurs de 19 000 tonnes, un croiseur lance-missile et quatre destroyers lance-missiles de l'Eskadra russe — et à *l'espionnage à grande échelle* des «châlutiers» et des « diplomates », qui détiennent le record absolu des expulsions ces dernières années ! Ce sens est clair : *C'est bien une armée d'agression qui s'exerce, qui se prépare.*

● Des préparatifs à l'agression

La préparation s'opère sur tous les plans : économique, technologique, idéologique et culturel. Retenons-en deux aspects.

D'abord, *la course aux armements ;* elle est fébrile ; la clique Brejnev y a consacré plus d'un tiers du budget national ; elle a militarisé l'économie, 60 % des entreprises travaillant — en tout ou partie — pour des objectifs militaires. Elle a accéléré le stockage des armes et leur perfectionnement — surtout dans le domaine nucléaire ; en janvier et février derniers, de larges étendues du Pacifique ont été « fermées », pour cause « d'essais de vecteurs en M.I.R.V. soviétiques ». Il y a quelques jours encore, la clique Brejnev a fait procéder à des essais nucléaires souterrains — l'armée conventionnelle n'est pas laissée pour compte ; aux 3,6 millions d'hommes permanents s'ajoutent des forces de réserve en augmentation constante.

Il y a aussi *la préparation idéologique et culturelle ;* nous avons déjà parlé de ce « mois national de la défence » — 23 janvier-23 février 1974 — durant lequel une intense propagande militariste a tenté d'exalter « l'entraînement militaire chez les jeunes » et leur engagement comme « spécialistes de grandes qualités ». Pour quel but ? La littérature et le cinéma en parlent toute l'année. Au 24e Congrès du parti révisionniste d'U.R.SS., Brejnev a exigé qu'y soient abordés des « thèmes patriotiques », relayé par Markov, secrétaire de l'Union des écrivains qui vante la tâche « spéciale » de la littérature par rapport à l'armée et a organisé des dizaines de réunions pour exhorter les écrivains au « patriotisme militaire ». Au nom de la « défense de la patrie », *c'est le pillage et l'agression qu'on justifie.* Qu'on en juge ! Tour à tour, films et romans justifient l'agression tzariste contre la Chine du Nord-Est — « ouverte en premier » écrit-on dans la « Fièvre de l'or » — puis exaltent les « officiers » de l'Ancien Régime et le chauvinisme grand russe, justifient enfin l'agression soviétique d'août 1968 par un documentaire « Tchécoslovaquie, une année d'épreuve ». « Un documentaire remarquable » s'exclame la presse soviétique, qui ajoute sans rire qu'il est plein « d'un internationalisme profond ». Des dizaines d'autres titres encore...

Tout cela n'est pas innocent, on s'en doute. Brejnev parle du « doux souffle de la détente » mais il transforme son pays en un arsenal ; Hitler n'en faisait-il pas autant... avant 1938 ? Tenons-nous en toujours aux *faits*, ne nous laissons pas berner par les paroles hypocrites et dangereuses !

● A Etat impérialiste, armée impérialiste

La référence à Hitler choque bien souvent ; elle n'est malheureusement que trop exacte ! Quels sont les faits là encore ; au delà des mots et des apparences. L'U.R.S.S. n'est plus un Etat socialiste ; c'est une dictature bourgeoise ; la nouvelle bourgeoisie monopoliste bureaucratique — directeurs d'entreprises, cadres de l'appareil d'Etat — s'approprient les richesses par des taxes, salaires, primes exorbitants, tandis que les ouvriers connaissent les mêmes difficulés qu'ici — licenciements, cadences, bas salaires. Une seule différence : le haut degré de concentration qui résulte de la dégénérescence de l'Etat socialiste.

Telle est la *nature économique* — capitalisme monopoliste d'Etat — qu'*explique* l'exportation des capitaux et le pillage — vers l'Inde, le Moyen-Orient, l'Europe orientale, « chasse gardée » par excellence, qu'explique la *nature agressive, impérialiste* de l'Etat russe et *sa rivalité avec* les autres impérialismes, et principalement *l'impérialisme américain.* L'armée d'un tel Etat ne saurait être qu'un instrument impérialiste, un instrument d'agression.

La super-puissance la plus agressive

Deuxième objection : « *L'U.R.S.S. proclame la coexistence pacifique ; elle travaille pour la détente ; elle y est contrainte car elle est plus faible sur le plan économique que son rival américain.* »

● La prétendue détente n'est qu'une trêve.

La clique Brejnev agite bruyemment l'idée de « détente », multiplie les « accords », « négociations », « discussions », « conférences » afin dit-elle — d'assurer la « paix », la « sécurité », la « coopération ». Mais est-il besoin, pour débusquer ce bluff, de rappeller l'appréciation de Lénine quant aux « alliances inter-impérialistes » qui ne sont « *dans la réalité capitaliste* », « *inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances... que des " trêves " entre deux guerres.* » Si les deux superpuissances aboutissent à un « accord » — qui dépend du rapport de forces entre eux — c'est pour « souffler » un peu et en profiter, c'est pour se préparer à l'emporter sur l'autre un peu plus tard. Si le rapport de forces se modifie, plus « d'accords » qui tiennent ; la rivalité s'accroît ; ce peut être la guerre.

● Y a-t-il un changement du rapport des forces ?

L'impérialisme américain est diminué ; les secteurs civils de son économie ont pâti de la militarisation économique ; les taux de croissance et de productivité américains sont inférieurs à ceux de l'Europe occidentale ; le dollar est ébranlé ; son image de marque obscurcie par ses assassinats. Il n'est pas « fini », mais à coup sûr, il a du « plomb dans l'aile ».

Le social-impérialisme russe — quant à lui — détient encore quelques bons atouts dans son jeu ; il est bien moins déconsidéré aux yeux des peuples qu'il abuse avec son ramage « socialiste » ; il est *en train d'acquérir la suprématie militaire ;* incontestable sur mer désormais, cette supériorité l'est aussi en Europe où le social-impérialisme russe bénéficie d'avantages géographiques indéniables : il est *proche* de sa cible, séparée du géant américain par l'étendue océanique. Sans doute le rapport de forces global est-il en train de changer ; Brejnev et sa clique travaillent activement à cela, nous l'avons vu.

Le principal en Europe

Troisième objection : « *D'accord pour la rivalité des deux superpuissances, d'accord pour l'agressivté social-impérialiste. Mais on a le temps de voir venir ; elles ont assez de foyers de dispute de par le monde ; tout cela ne nous concerne pas !* »

● Le centre de gravité, c'est l'Europe

Que si ! Car le centre de gravité de la rivalité des deux superpuissances, c'est l'Europe ! De leur propre aveu. Le 19 avril dernier, le secrétaire d'Etat à la Défense U.S. a déclaré, dans un centre d'entraînement en Allemagne de l'Ouest : « *La région la plus critique du monde, sous l'angle de la vulnérabilité, se trouve dans cette partie de la péninsule, non loin du continent asiatique, qu'est l'Europe, et par conséquent, nous devons reconnaître les importants enjeux qui y résident.* » Tirant immédiatement conséquence de l'enjeu — dont la « proximité des ressources et le personnel professionnel qualifié » Schlesinger a conclu « L'EUROPE est devenue LE FRONT LE PLUS IMPORTANT DU MONDE, DU POINT DE VUE AMERICAIN ». Quant à Gretchko, il ordonne à ses 300 000 hommes stationnés en R.D.A. de « GARDER SECHE LA POUDRE DES CANONS ». Même idée exprimée en termes militaires ! En vérité, dormir sur ses deux oreilles n'est pas de mise !

Or, quand nous disons que le *danger social-impérialiste est principal*, sans oublier l'autre, nous prenons en compte deux faits :

— *Toute concession ou soumission* à l'impérialisme U.S. profiteraient tôt ou tard à l'autre superpuissance ; l'antiaméricanisme est trop fort dans notre pays pour que les sociaux-impérialistes et leurs agents locaux ne s'en emparent momentanément — à leur profit — ou ne tentent de le faire.

— *L'agressivté social-impérialiste en Europe* est à la hauteur de son potentiel militaire : TROIS FOIS LE POTENTIEL OCCIDENTAL — AMERICAIN COMPRIS ! — et permet toute la gamme possible d'interventions, soumission, subversion ou agression directe...

● La rivalité s'accélère

Ces derniers temps, la rivalité s'accélère ; la conférence de sécurité piétine ; le Pentagone débarque des marines à Chypre ; l'O.T.A.N. organise des grandes manœuvres en Méditerranée ; Moscou au Nord de la Grande-Bretagne et concentre des troupes à moins de deux heures de Vienne !

Comme se renforcent les pressions politiques sur les gouvernements européens pour tenter de contrer les tentatives d'unité des bourgeoisies impérialistes européennes. Kissinger s'est fâché au printemps ; Moscou offre ses « bons offices » aux hommes en place et fait visiter le candidat Giscard par son ambassadeur.

Il serait dangereux, voire criminel de ne rien dire de tout cela.

● L'urgence est à la mesure de la démobilisation

Car il y a *URGENCE* à ouvrir les yeux de tant d'hommes et de femmes que le glorieux passé internationaliste de l'U.R.S.S. de Lénine et de Staline abuse sur l'U.R.S.S. impérialiste d'aujourd'hui, de tant d'hommes et de femmes de notre peuple que trompe encore le bluff sur la détente orchestré de Moscou est relayé ici par Marchais et compagnie.

Brejnev joue encore sur du velours — ou presque ; tel un escroc qui userait d'un passé irréprochable et de sa bonne mine pour piller les braves gens ! Démasquer l'escroquerie, c'est déjà lui ôter une de ses armes. Il ne faut pas faire du sentiment, ni s'accrocher à des souvenirs ou à des images d'Epinal, mais S'EN TENIR AUX FAITS ; et s'interroger, faire s'interroger : pourquoi les troupes russes apprennent-elles le néerlandais ? N'est-ce pas à quelque 300 kilomètres de Strasbourg que sont situés les premiers chars soviétiques — une distance inférieure de celle qui sépare Paris de Dijon ? La lutte d'idées sera acharnée, car le social-impérialisme soviétique possède ici de sérieux et dangereux auxiliaires, les dirigeants révisionnistes français qui prêchent la « détente » et la démobilisation. Défendre l'esprit d'indépendance nationale jusqu'au bout, c'est l'un des aspects — et non des moindres — de la grande bataille antirévisionniste que nous poursuivons. Il nous faut agir sans tarder ni hésiter, et combattre sans relâche le pacifisme bourgeois et l'antimilitarisme de capitulation diffusés par les révisionnistes et leurs alliés trotskistes.

Camille GRANOT.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010 PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.